

# **l'Anti**capitaliste

n°479 | 6 juin 2019 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ [www.NPA2009.org](http://www.NPA2009.org)

## CONTRE L'ACTE II DU MACRONISME



PHOTO: HÉRIQUE BOUGE / MARTIN NODA

# L'URGENCE de construire les RÉSISTANCES

### Dossier

**RETOUR INTERNATIONAL  
SUR LES ÉLECTIONS  
EUROPÉENNES** Pages 6 et 7

### ÉDITO

Vive la lutte du peuple  
soudanais!

Page 2

### PREMIER PLAN

Santé. Dans la rue à Paris  
le 6 juin, et en grève partout  
en France le 11 juin! Page 2



### ACTU POLITIQUE

Répression. « Sur les portes de nos  
cellules étaient indiqués nos noms  
et la mention "Gilets jaunes" »

Page 4

### ACTU INTERNATIONALE

Israël. Netanyahu à la peine

Page 5





Par JULIEN SALINGUE

## Vive la lutte du peuple soudanais!

Le 3 juin au matin, l'armée soudanaise a envoyé les paramilitaires des Forces de soutien rapide, commandées par le général criminel Hemedti, n°2 du Conseil militaire au pouvoir, pour déloger violemment le sit-in organisé depuis avril devant le siège de l'armée à Khartoum. Depuis, le chaos règne, avec des tirs à balles réelles sur les manifestantEs, et même si les informations sont souvent floues, on dénombre déjà, à l'heure où ces lignes sont écrites, des dizaines de morts. En lançant l'assaut sur les manifestantEs, le pouvoir tente d'écraser le soulèvement du peuple soudanais qui, après avoir obtenu le débat d'el-Béchir et à la lumière du précédent égyptien, refuse que l'armée monopolise le pouvoir au moyen du Conseil militaire, et exige une transition assurée par un Conseil souverain dans lequel les civils seraient majoritaires.

C'est ce que refuse l'armée qui, tout en feignant de négocier, s'est organisée pour tenter d'en finir, militairement, avec la contestation, afin de conserver le pouvoir contre les aspirations démocratiques et sociales qui s'expriment au Soudan. Le chef du Conseil militaire, Abdel Fattah al-Burhane, s'était rendu récemment aux Émirats arabes unis, en Arabie saoudite et en Égypte, des régimes dictatoriaux qui l'ont sans aucune doute assuré de leur soutien s'il se lançait dans l'écrasement sanglant de la contestation.

Le Conseil militaire explique aujourd'hui que les négociations avec les forces démocratiques sont rompues, et entend exercer seul le pouvoir. Mais face à cette brutale répression, les appels à la résistance, à la mobilisation, à la désobéissance civile et à la grève générale se multiplient dans le pays. La partie n'est donc pas gagnée pour le régime militaire, même si la violence de l'intervention des forces armées témoigne de sa détermination à en finir avec toute contestation.

Le NPA condamne les violences contre-révolutionnaires perpétrées par l'armée et réaffirme son soutien au soulèvement populaire au Soudan. Nous appelons toutes les forces, syndicales, politiques, dans la jeunesse, à la solidarité internationale avec le peuple soudanais en lutte pour la démocratie et la justice sociale.

## À la Une

# Contre l'acte II du Macronisme, construire les résistances, regrouper la gauche qui lutte

La séquence électorale à peine terminée, Macron a réaffirmé sans surprise qu'il maintiendrait son cap avec la mise en œuvre de « l'acte II » de son quinquennat, qui n'est autre que la poursuite et l'intensification des attaques contre le monde du travail. Il y a urgence à mettre un frein à cette logique mortifère. Il y a urgence à fédérer les résistances pour faire reculer ce gouvernement des riches, et construire une perspective anticapitaliste et internationaliste.

**A** lors qu'en février le mouvement des Gilets jaunes avait contraint le gouvernement à geler la hausse du prix du tarif réglementé d'EDF, celui-ci vient de l'augmenter de 6%, portant à 50% la hausse des prix de l'électricité depuis 2007.

### Faire payer la majorité pour garantir les profits

Cette hausse est justifiée au nom du sacro-saint principe de concurrence dont les capitalistes aiment à nous répéter qu'elle est nécessaire pour faire baisser les prix. Mais en réalité, pour éviter la faillite des fournisseurs alternatifs et pour garantir des profits suffisants à ces groupes capitalistes qui ne produisent pas d'électricité et se fournissent à EDF, on va faire payer davantage les consommateurEs. Cette mesure est d'autant plus indigne qu'elle concerne un bien de première nécessité et qu'elle va encore dégrader les conditions de vie des plus pauvres. C'est aussi la marque d'un mépris formidable envers les centaines de milliers de personnes qui, depuis plus de six mois, sont descenduEs dans la rue, ont occupé des ronds-points pour mettre un frein à la dégradation de leurs conditions de vie. Contre ce meccano capitaliste, il faut d'urgence imposer un grand service public de l'énergie, seul à même de fournir à toutes et tous un service de qualité à bas coût et d'envisager une véritable planification écologique, loin de la recherche permanente du profit et de l'utilisation d'énergies polluantes

MACRON/LEPEN



et dangereuses mais plus rentables pour les actionnaires.

### Licenciements et suppressions d'emplois en cascade

Dans la logique capitaliste de la concurrence et du profit, les attaques contre les salariéEs se multiplient. Dans le privé, ce sont des licenciements de masse, à Ascoval, Whirlpool ou General Electric... Des milliers de salariéEs vont ainsi être jetés à la rue par des entreprises qui se gavent d'argent public en bénéficiant d'exonérations, de cadeaux fiscaux... au nom du prétendu maintien de l'emploi! Le Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) a coûté des dizaines de milliards d'euros à la collectivité, pour des résultats à peu près nuls, sinon d'enrichir encore un peu plus les actionnaires... La moindre des choses serait de revendiquer aujourd'hui la restitution de ces

aides auprès des entreprises licencieuses et, pourquoi pas, de porter plainte pour détournement de fonds publics.

Le secteur public n'est pas non plus épargné car, à terme, Macron et le patronat rêvent d'une gestion privée des services publics. La réforme de la fonction publique adoptée il y a quelques jours s'inscrit dans cette logique de précarisation de l'emploi, avec un recours généralisé à la contractualisation et des suppressions de postes à la clé dans les écoles, les hôpitaux, à la SNCF... La réalité quotidienne de millions de gens, ce sont les services publics qui ferment, la queue dans ceux qui restent, les urgences à l'agonie, les classes surchargées... Ce sont en réalité des centaines de milliers d'emplois socialement utiles qu'il faudrait créer! Et pour cela, de l'argent, il y en a: ont reparlé du CICE ou de l'ISF?

### S'unir pour agir

Face à l'ensemble de ces attaques, en cours ou en perspective, car il ne faut pas non plus oublier les menaces qui pèsent sur les retraites ou, encore et toujours, l'assurance chômage, une riposte majeure est nécessaire, qui tire les bilans de la dernière séquence et qui s'appuie sur les mobilisations en prenant en compte leurs forces et leurs faiblesses.

Gilets jaunes, enseignantEs, jeunes... TouTEs se sont mobilisés ces derniers mois autour de revendications sociales, démocratiques ou écologiques. Pour nos grèves et mobilisations, contre les projets de réformes gouvernementales, contre la répression, contre la menace de l'extrême droite, pour l'accueil des migrantEs, pour l'égalité des droits, pour la justice climatique, ces luttes doivent franchir un palier.

Pour les aider, pour ouvrir de nouvelles perspectives, il faut unir nos forces, les coordonner. L'ensemble de la gauche sociale et politique – organisations, courants, équipes militantes –, toutes celles et ceux qui n'ont pas renoncé à changer cette société, doivent se regrouper et mener ensemble toutes les actions possibles pour faire reculer Macron et ses amis les patrons. Pour construire une gauche radicale, indépendante des institutions, anticapitaliste et internationaliste, nous avons besoin de débattre, d'échanger, de confronter les propositions à la lumière des mobilisations. Il y a urgence!

## SANTÉ

# Dans la rue à Paris le 6 juin, et en grève partout en France le 11 juin!

Partie de l'Assistance publique-hôpitaux de Paris (AP-HP) il y a plus de 2 mois, la grève des urgences implique aujourd'hui plus de 72 établissements aux quatre coins du pays.

**R**éuniEs le 25 mai à l'appel du Collectif inter-urgences, les représentantEs des grévistes ont majoritairement décidé d'appeler à une montée nationale devant le ministère de la Santé le 6 juin. Soutenue par les fédérations

syndicales CGT, Sud-santé-sociaux et FO, qui appellent par ailleurs l'ensemble des hôpitaux à une journée de grève le 11 juin, la mobilisation reste centrée sur les revendications des personnels des urgences: arrêt des fermetures de lits, hausse des rémunérations de 300 euros mensuels, augmentation des effectifs.

### Fréquentation en hausse, effectifs en baisse

Le 28 mai, ces syndicats s'étaient déjà rassemblés sous les fenêtres de Mme Buzyn pour « exiger l'ouverture de négociation sur les services d'urgences », mais aussi plus largement sur « l'augmentation des effectifs et des salaires »

et « l'abandon des projets de loi » sur la santé et la fonction publique, outils de destruction massive des services publics. Au même moment, les personnels des urgences désertaient leurs services pour un débrayage de quelques minutes, à l'appel de SAMU-Urgences de France, un syndicat de médecins urgentistes qui soutient les soignantEs sans toutefois appeler le personnel médical à la grève. Selon un rapport du Sénat de 2017, les urgences ont vu leur fréquentation doubler en vingt ans, avec près de 21 millions de passages enregistrés en 2016. À Paris, c'est une augmentation régulière de plus de 5% par an qui est observée. Ce qui n'empêche

pas la Direction générale de l'AP-HP de planifier la suppression de 1000 postes par an jusqu'en 2023, après en avoir détruit 3500 entre 2014 et 2018. Ce qui n'empêche pas la fermeture de services d'urgences, d'hôpitaux de proximité, de maternités... Auparavant, la surchauffe était liée aux épidémies hivernales, chez l'adulte comme l'enfant, mais aujourd'hui, les urgences ne connaissent aucun répit. La défaillance de la médecine de ville exigerait la multiplication par 3 des moyens humains. Médecine libérale que les autorités sanitaires préservent de toute mission de service public comme les industriels du médicament qui organisent la pénurie de certaines molécules au nom de leur taux de profit.

### Péril en la demeure

Côté ministère et agences régionales de santé (ARS), bras armés du gouvernement, le ton a changé. Le ministre,

## BIEN DIT

Le terrorisme est une barbarie abjecte, je le dis haut et fort. Mais je le redis avec la même force: l'abolition de la peine de mort est un principe intangible qui ne saurait connaître aucune dérogation.

HENRI LECLERC, avocat, ex-président de la Ligue des droits de l'homme, le point.fr, 3 juin 2019, à propos ds jihadistes français condamnés à mort en Irak.



# Un monde à changer

**BUDGET 2020: MACRON PERSISTE ET SIGNE.** Le gouvernement s'est déjà attelé à la préparation du budget pour 2020. L'objectif est clair : faire des économies pour compenser ce que Macron a annoncé (hausse de la prime d'activité, baisse de l'impôt sur le revenu, réindexation des petites retraites). En dehors des retraites, chacun de ces mesures est une entourage : hausse de la prime d'activité pour ne pas augmenter le SMIC, baisse de l'impôt sur le revenu pour faire passer la non-baisse de la TVA sur les produits de première nécessité.

Bien sûr, pas question de toucher aux milliards du CICE ou de revenir sur la suppression de l'ISF. Ni de comprimer, même légèrement, les budgets de l'armée et de la police. Le gouvernement a bien besoin que ses policiers et gendarmes aient tout l'équipement nécessaire pour continuer à faire peur, à blesser et éborgner.

Mais des pistes sont déjà balisées. Pas tant du côté des niches fiscales, car le patronat veille au grain pour qu'elles ne soient pas trop ébréchées, mais avant tout du côté de ce qui concerne celles et ceux qui ne sont pas riches. On pense au logement, avec la réforme du financement des HLM et du calcul de l'APL.

Mais c'est surtout du côté des chômeurEs que le gouvernement regarde : «*Le grand gisement d'économies proviendra de l'assurance-chômage*»,

a ainsi assuré un membre de l'exécutif au journal *les Échos*.

Le gouvernement avait déjà décidé entre 1 et 1,3 milliard d'euros d'économies, il confirme et cherche à les faire endosser aux syndicats. Et aussi du côté des futurEs retraités : sans attendre la réforme globale actuellement concoctée, il y aurait des «mesures transitoires», comme l'accélération du rythme d'allongement de la durée de cotisations. Enfin, si l'objectif de 120 000 suppressions d'emplois publics en 5 ans est abandonné, cela ne veut pas dire qu'il n'y aura de postes supprimés. Macron, le 10 décembre, en pleine crise des Gilets jaunes, avait déclaré : «*Nous ne reprendrons pas le cours normal de nos vies, comme trop souvent par le passé dans des crises semblables, sans que rien n'ait été vraiment compris et sans que rien n'ait changé.*» Eh bien, c'est précisément ce qui est en train de se faire, du moins si la protestation sociale n'y met pas bon ordre.

Gageons que ça ne gênera pas du tout ces ministres qui oublient de déclarer une partie de leurs revenus : selon un rapport officiel révélé au lendemain des européennes, sur 35 ministres du gouvernement, 21 ont fait des sous-déclarations, ce qui a donné lieu à des redressements pour, en moyenne, une somme de 10 788 euros, soit pas loin de 8 mois environ de SMIC net à temps plein pour chacun.

Le mouvement populaire né le 22 février 2019 vient de remporter une nouvelle manche politique importante. À la date limite du 25 mai, aucun des 77 candidats au scrutin présidentiel prévu le 4 juillet n'était parvenu à réunir le nombre de signatures nécessaires pour valider sa candidature. Trois dirigeants de petits partis s'étaient quant à eux retirés de la course.

## L'élection ne pourra se tenir à la date prévue

Le maintien de la pression populaire, la prise de position hostile de nombreux magistrats et le refus de plus de 400 présidents d'Assemblées populaires communales-APC (maires) d'organiser le scrutin ont fait avorter l'opération de collecte des signatures. L'élection ne pourra donc se tenir à la date prévue.

Trois mois après son émergence sur la scène politique, le bilan du mouvement populaire est impressionnant. Son caractère massif, unitaire et pacifique et son refus de toute ingérence étrangère ont immédiatement dissuadé le pouvoir de recourir à une répression brutale, malgré la persistance, à ce jour, de menaces, provocations et d'actions arbitraires (interpellations, tabassages...).

Le mouvement a également imposé le droit de manifester, un début d'ouverture encore largement insuffisant dans les principaux médias publics et privés, l'agrément de nouveaux partis et associations... Il a par la suite contraint Abdelaziz Bouteflika à annuler le scrutin présidentiel

## ALGÉRIE « La lutte continue, à l'issue encore incertaine »

*Nous reproduisons un court extrait d'un long article publié par Hocine Belalloufi le 31 mai sur le site de la revue Contretemps, sous le titre «Algérie: vers le point de non-retour?»<sup>1</sup>.*



TITI HADDAD

du 18 avril, à renoncer à briguer un cinquième mandat et à limoger son premier ministre Ahmed Ouyahia. Il a exacerbé les contradictions au sein du régime entre ceux qui, autour de Bouteflika, tentaient de piloter une transition contrôlée et ceux qui, derrière le vice-ministre de la Défense et chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), le général de corps d'armée Ahmed Gaïd Salah, refusaient de sortir du cadre constitutionnel. Ces tensions internes au pouvoir pousseront Gaïd Salah à destituer, sous couvert de «démission», Abdelaziz Bouteflika.

### Détermination intacte

Enfin, le mouvement populaire a obtenu la démission du président du Conseil constitutionnel Tayeb Belaïz et provoqué l'échec de la conférence de dialogue national initiée par le chef de l'État par intérim, Abdelkader Bensalah... À ce jour, la lutte continue, à l'issue encore incertaine. Vendredi après vendredi, tranquillement mais avec une détermination intacte, les Algériens de tous âges, de tous sexes et de toutes conditions sociales investissent massivement les rues des 48 wilayas (départements) du

pays pour crier leur refus de la «solution constitutionnelle», de l'élection présidentielle du 4 juillet et exiger l'ouverture d'une véritable transition démocratique. La chaleur printanière et le ramadan qui soumet les organismes et les esprits à rude épreuve n'ont pas entamé la mobilisation.

Face à l'obstination du pouvoir à imposer sa «solution constitutionnelle», aux menaces de Gaïd Salah et au retour de la répression à Alger lors des marches du mois de mai (barrages filtrants à l'entrée d'Alger, interpellation arbitraire et violente de manifestants emmenés vers des commissariats à plusieurs dizaines de kilomètres de la capitale...), le mouvement populaire maintient intacte sa revendication d'un changement de régime par la voie d'une transition démocratique. Les Algériens n'ont pas voulu d'une monarchie. Ils ne veulent pas davantage d'un régime militaire, même à façade civile.

**Hocine Belalloufi**

1 - Un article dont nous recommandons la lecture : <https://www.contretemps.eu/algerie-point-non-retour/>

## Le chiffre

# 70%

*C'est le pourcentage de personnels, parmi les infirmierEs et aides-soignantEs, qui étaient en arrêt maladie, à la fin du mois de mai, au service des urgences de Lons-le-Saunier (Jura), épuisés par leurs conditions de travail. Huit médecins sur quinze étaient dans la même situation. Lors du week-end de l'Ascension, les autorités ont envoyé des gendarmes et des policiers au domicile de certainEs membres du personnel pour les réquisitionner de force. La Macronie dans toute sa splendeur...*



## Agenda

**Samedi 8 juin, manifestation des Gilets jaunes Acte 30.**

**8, 9 et 10 juin, Fête de Lutte ouvrière, Presles (95).** Parc du château de Bellevue, Transilien-H Presles-Courcelles.

**Samedi 15 juin, marche de commémoration et concert en hommage à Lamine Dieng, Paris 20<sup>e</sup>.** À 13h30, devant la Fasti, 58, rue des Amandiers, métro Père-Lachaise ou Ménilmontant. À 19h concert à la Parole Errante, 9, rue François-Debergue à Montreuil.

**Samedi 15 juin, concert de soutien à FFP, Paris 13<sup>e</sup>.** Avec Justin(E), The Rabblers et Belmont Witch, à partir de 19h30 à l'ESS'pace, 15, rue Jean-Antoine de Baïf, Paris 13<sup>e</sup>, Métro/RER Bibliothèque-François-Mitterrand

**À SUIVRE SUR**  
[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

## NO COMMENT

*Ce n'est pas parce qu'une main a été arrachée, parce qu'un œil a été éborgné, que la violence est illégale.*

Laurent Nuñez (Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Intérieur), LCI, 2 juin 2019.

qui affirmait qu'il ne s'agissait pas d'un manque de moyens ou d'un problème de conditions de travail mais d'une question d'organisation, se défend aujourd'hui de pouvoir faire un miracle. Les ARS, attentives à toutes les mobilisations, lâchent parfois quelques moyens supplémentaires pour éteindre le feu qui se propage et devrait gagner tous les services hospitaliers. Mais en même temps, comme dirait l'autre, Agnès Buzyn ne lâche rien et prévoit même «un nouvel effort de maîtrise de la dépense hospitalière [...] estimé à 663 millions d'euros» après les 960 millions de coupes budgétaires en 2018! Le ministère de l'Intérieur a les moyens de payer les milliers d'heures supplémentaires des forces de «l'ordre», qui répriment et blessent depuis des mois, mais le gouvernement n'a rien à donner aux soignantEs qui accumulent aussi des milliers d'heures de travail non payés... Tout un programme!

Les coupes budgétaires sont à l'origine de la «perte de chance», entendre la «mortalité» de personnes mal prises en charge, comme dans ce fleuron de l'institution parisienne, l'hôpital Georges-Pompidou, aujourd'hui visé par une plainte pour «homicide involontaire», «non-assistance à personne en danger» et «faux et usage de faux» suite au décès d'un homme, victime de dysfonctionnements d'un service de réanimation débordé, dont l'administration a tenté de dissimuler la réalité. Une pratique courante... La médecine du travail alerte sur l'état de santé de nombreux personnels médicaux et non médicaux, profondément altéré par une exposition professionnelle aiguë ou chronique à des risques psychosociaux : «surcharge de travail, injonctions contradictoires, objectifs inatteignables, perte d'autonomie, ambiance conflictuelle, incivilités, irrespect, injustice,

### MANQUE DE MOYENS DANS LES HÔPITAUX



*jalousies, menaces, chantage, sentiment d'infantilisation, d'intimidation, d'humiliation...*»

Il y a péril en la demeure et, pour mettre en échec la mécanique Macron, l'unité la plus large, de toutes celles

et ceux qui agissent en défense de l'hôpital public et des hospitalierEs comme pour l'accès aux soins égal pour toutes et tous partout en France, ouvrira la voie à des victoires.

**CorrespondantEs**

## l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction :**  
01 48 70 42 27  
redaction@npa2009.org

**Diffusion :**  
01 48 70 42 31  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration :**  
01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0419 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage :**  
6 500 exemplaires

**Directeur de publication :**  
Julien Salingue

**Secrétaire de rédaction :**  
Julien Salingue

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 22  
Fax : 01 48 59 23 28  
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

**IMPRIM'VERT®**



**SOCIAL****La fusion des allocations sociales, une fourberie contre les pauvres**

Les allocations sociales coûtent « un pognon de dingue » déclarait Macron, quelque temps avant de présenter en septembre 2018 son « plan pauvreté ». Il prépare désormais sa mise en œuvre.

Les méthodes sont rodées. Des équipes de communicants préparent le terrain dans des médias bien souvent complaisants, tandis que le gouvernement se prétend ouvert au dialogue en annonçant « une vaste concertation ». La fusion de la plupart des allocations sociales annoncée lors de la présentation du plan pauvreté est confirmée. L'allocation unique s'intitulera « Revenu universel d'activité » (RUA). Elle aurait pour objectif de simplifier les démarches, de lutter contre le non-recours aux droits qui concerne selon des études 40% des bénéficiaires potentiels des allocations. Mais il s'agit d'une attaque supplémentaire contre des droits sociaux. Et un recul ne se négocie pas, il se combat.

**«Garantir un seuil minimal de dignité»**

C'était, textuellement, la prétention affichée sans honte par Macron dans son discours de présentation du plan pauvreté le 13 septembre 2018. Il précisait que le RUA était « un contrat d'engagement et de responsabilité réciproque » qui permettrait de bénéficier du « droit à l'accompagnement et l'obligation d'inscription dans un parcours d'insertion ». C'est la nouvelle définition de l'universalité qui, avant l'ère de Jupiter, signifiait le droit pour tous et toutes de bénéficier d'une prestation sans conditions particulière.

RSA, primes d'activité, allocations pour les handicapés, aides au logement... Les allocations sociales sont très diverses, notamment dans leurs montants. Alors qu'elles ne devraient plus « coûter un pognon de dingue », comment aboutir à une allocation unique, et attribuer une allocation universelle sans aligner leurs montants vers le bas ? Cité par *le Monde*, un rapport de France-stratégie (un organisme gouvernemental dépendant de Matignon), annonce un scénario qualifié « d'optimisé » et avec un barème « sous la contrainte » : la fusion de seulement huit allocations aboutirait à une baisse du revenu de 3,55 millions de ménages et à une augmentation pour 3,3 millions d'entre eux. Or, le nombre total de pauvres calculé à partir d'un revenu inférieur à 60% du revenu médian<sup>1</sup>, soit 1015 euros par mois, est de 8,9 millions en France. Si les allocations étaient attribuées réellement à tous ceux et toutes celles qui n'en bénéficient pas, le budget qui devrait leur être consacré ne devrait pas baisser mais augmenter de plus de 40%... L'Observatoire des inégalités a calculé, en dépouillant les données fiscales, qu'en dix ans (entre 2005 et 2015), le nombre de pauvres a augmenté d'un million, ce qui constitue, précise-t-il « un réquisitoire contre la politique violente de dérégulation et de flexibilité conduite par Emmanuel Macron ». Sans augmentation des dépenses, l'attribution des allocations à tous ceux et toutes celles qui devraient en bénéficier les réduirait à portion congrue, ou elles seraient attribuées uniquement aux personnes extrêmement pauvres. Et, risque supplémentaire, le contrôle social serait drastiquement augmenté. Pour pour en finir avec la pauvreté, il faut se battre pour un salaire à vie qui ne doit pas être inférieur au SMIC revendiqué (1800 euros net) et pour la réduction du temps de travail et son partage entre tous et toutes. Un combat difficile certes, mais possible dans un pays considéré comme la 6<sup>e</sup> puissance économique mondiale.

S. Bernard

1 – Revenu autour duquel la population est séparée en 2 parties égales, c'est-à-dire que 50% ont un revenu supérieur et 50% un revenu inférieur.

**RÉPRESSION « Sur les portes de nos cellules étaient indiqués nos noms et la mention "Gilets jaunes" »**

Entretien avec Aurélie et Rémi, deux camarades interpellés à Paris lors de l'acte 28 des Gilets jaunes (25 mai).

**Dans quelles circonstances avez-vous été interpellés ?**

Nous nous sommes rendus à Paris pour participer à l'acte 28 des Gilets jaunes. Nous avons rejoint un rassemblement place de la République vers 14 h. Nous avons ensuite été bloqués sur cette place suite à un massage des CRS qui ne souhaitaient pas que le rassemblement se transforme en cortège et quitte la place.

Durant l'après-midi, la place a régulièrement été arrosée de gaz lacrymo, avec quelques charges occasionnelles de CRS, jusqu'à 18 h 30 où nous avons été toutes et tous poussés vers le métro pour quitter la place. À cet instant, les manifestantEs ont appelé à continuer la mobilisation à Bastille. Dès notre arrivée à Bastille, nous avons vu des manifestantEs se saisir de barrières pour constituer des barricades improvisées et bloquer la route, action à laquelle nous n'avons pas pris part et avons assisté brièvement à distance. Très rapidement les forces de l'ordre sont arrivées sur la place de la Bastille et ont immédiatement tiré des gaz lacrymogènes et grenades de désencerclement pour disperser les manifestantEs.

À ce moment-là, nous avons voulu quitter la manifestation et rejoindre le métro le plus proche pour retourner



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA

à notre voiture. Alors que nous marchions calmement dans la rue, sans aucun signe distinctif de manifestant (gilets jaune, masque, drapeau ou pancarte), nous avons été interpellés par la police vers 19 h. En fouillant nos sacs, les policiers ont trouvé nos masques de piscine qui nous permettent de nous protéger des lacrymo et des LBD et n'ont d'abord pas semblé y réagir. Nous pensions que nous pourrions partir suite à cette fouille, mais le chef est arrivé et a ordonné de toutes et tous nous embarquer. Nous avons été menotés par des serflex et transporté au commissariat du 18<sup>e</sup> arrondissement.

**Et ensuite, que s'est-il passé ?**

ArrivéEs au commissariat, nous avons rencontré un OPJ qui nous a indiqué que nous étions en garde à vue pour le motif suivant : « Participation à un groupement formé en vue de la préparation de violences contre

les personnes ou de destructions ou dégradations de biens ».

Avant notre mise en cellule, nous avons été fouillés. La fouille n'a pas été la même pour tout le monde. Rémi fait partie des deux personnes qui ont dû se mettre entièrement nues devant 2 policiers, s'accroupir et tousser durant une inspection visuelle de leur anus. Nous avons ensuite été mis dans des cellules sans commodité (pas de couverture, pas de lit, rien) et non mixte tant sur le genre que sur le chef d'inculpation : sur nos portes étaient indiqués nos noms et la mention « Gilet jaune »... Durant la nuit de samedi à dimanche, nous avons été auditionnés tour à tour pour faire notre déposition. À ce moment, nos interlocuteurs respectifs ont essayé de nous mettre de nouveaux chefs d'accusation sur le dos à la demande de leur supérieur. Pour Rémi il s'agissait de la mise en place des barricades sur la place de la Bastille et ce, sans aucune preuve. À 18 h le dimanche, nous avons commencé à être informés de la suite des événements : Aurélie a été relâchée de sa garde à vue car elle n'avait rien sur elle de compromettant. Rémi, Aurélien et Rémy ont appris qu'ils allaient être déférés au tribunal de grande instance (TGI) à Clichy dans la soirée pour une rencontre individuelle avec le procureur le lendemain matin.

Rémi, Aurélien et Rémy ont donc passé la nuit en cellule individuelle au tribunal et ont vu l'adjointe du Procureur en début d'après-midi le lundi. Ils ont été libérés le lundi peu après 15 h.

**Que s'est-il passé au TGI ?**

Aurélie, même libérée de garde à vue, a reçu un rappel à la loi qui stipule le chef d'accusation suivant : « Participer sciemment à un groupement, même formé de façon temporaire, en vue de la préparation, caractérisée par un ou plusieurs faits matériels, de violences volontaires, contre les personnes ou de destructions ou de dégradations de biens, circonstances que les faits ont été commis en réunion ». Elle n'a pas reçu de condamnation et aucune preuve n'a pu lui être montrée, mais il lui a été notifié que si elle commettait une autre « infraction » dans un délai d'un an, elle sera poursuivie devant le tribunal.

Rémi a reçu également un rappel à la loi sous condition. Le chef d'accusation est : « Participation à un groupement formé en vue de la préparation de violences contre les personnes ou de destructions ou de dégradations de biens à Paris le 25 mai 2019 ». Sa sanction est identique à celle d'Aurélie, mais sur une durée de 6 ans. En plus de cela il lui est interdit de paraître à Paris durant les 3 prochains mois.

Notre détermination n'est pas entravée par ce gouvernement qui souhaite nous empêcher de faire valoir nos droits. Nous avons été arrêtés pour avoir exercé un droit constitutionnel, celui de manifester, ce qui nous a empêché d'exercer un autre droit constitutionnel : celui de voter. Nous allons essayer de donner suite au niveau juridique à cette affaire...

Propos recueillis par Martin

**RÉFORME DE LA FONCTION PUBLIQUE Une loi qui pue la haine des fonctionnaires et du service public**

L'Assemblée a adopté en première lecture le 28 mai dernier le projet de loi sur la fonction publique. Six jours pour discuter du sort de 5,5 millions de fonctionnaires et de l'avenir de toute la fonction publique. L'efficacité En Marche, c'est le rouleau compresseur qui prend de moins en moins le temps de se maquiller d'un peu de démocratie.

Les macronistes déversent toute leur haine de la fonction publique dans ce texte qui vise au démantèlement pur et simple du statut de fonctionnaire.

La loi a été adoptée avec les seules voix de LREM et du Modem. Le RN s'est abstenu : solution d'équilibriste pour un parti qui ne peut qu'applaudir des deux mains un tel démantèlement du service public, mais qui veut nous faire croire qu'il est l'opposant numéro 1 à la politique de Macron. Une partie des républicains et de l'UDI ont suivi le RN. Tous les autres partis ont voté contre le projet y compris la majorité des LR. La macronie est isolée comme jamais, mais continue d'appliquer son programme de guerre sociale.

**Un «management» autoritaire**

Derrière la façade usée de la « modernisation » du service public, la logique de cette loi est de casser le statut des fonctionnaires en renforçant le recours aux contractuelEs dans la fonction publique, en instaurant une logique de « management » dans son fonctionnement et en facilitant les licenciements.

Ainsi, la loi retire aux commissions administratives paritaires le contrôle sur les mutations, l'évaluation et l'évolution des carrières : c'est le supérieur hiérarchique direct qui récupère



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA

ce rôle, ainsi que la possibilité de prendre des sanctions contre un agentE (jusqu'à des exclusions de 3 jours). Pour dégrader encore un peu plus le rapport de forces en faveur de l'État-patron, la loi supprime les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) et transfère leurs compétences (mais pas leur pouvoir...) à des comités sociaux d'administration.

**La précarité décuplée**

Pendant ce temps, l'ouverture à l'emploi contractuel s'étend jusqu'aux postes de direction. Objectif affiché : passer de 20% de contractuelEs à

40% d'ici la fin du quinquennat. Ce texte met donc directement en compétition le système des concours et un recrutement discrétionnaire qui nous promet un maximum de copinage. Demain on pourra prendre la direction d'un service public (un hôpital, un lycée...) sans qu'un concours permette de vérifier qu'on est la personne présentant les compétences pour le poste. De bonnes relations parmi les décisionnaires politiques seront donc plus utiles que n'importe quelle compétence.

Autre magnifique idée de nos managers du public : les contrats de projets permettront d'embaucher

des contractuelEs pour des missions définies. Ces contrats à durée déterminée de 1 à 6 ans n'ouvriront pas de droit à la titularisation ni à un CDI. Dans le même temps, la rémunération au mérite – à la tête du client donc – est instaurée.

**Un mouvement d'ensemble est nécessaire**

Côté licenciements, la loi instaure la possibilité de recourir aux ruptures conventionnelles. Elle prévoit aussi de transférer automatiquement des fonctionnaires vers le privé en cas d'externalisation ! C'est bien là que le cœur du projet apparaît : détruire la fonction publique en l'alignant sur le fonctionnement du privé.

La journée de grève du 9 mai a montré que la volonté de défendre la fonction publique était largement partagée dans le pays. Pourtant la mobilisation reste très en deçà des enjeux, et les directions syndicales n'organisent pas la bataille. Les mobilisations locales peinent à évoluer vers un mouvement d'ensemble qui, seul, permettrait de faire plier ce gouvernement. Il faut aujourd'hui s'appuyer sur les mobilisations qui existent (écoles, hôpitaux, cheminots...), les renforcer et tout faire pour opérer la jonction dans un mouvement de grève générale de la fonction publique.

Correspondant



# ISRAËL Netanyahu à la peine

Après avoir été considéré comme le « grand vainqueur » des élections législatives d'avril dernier, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu s'est trouvé dans l'incapacité de former un gouvernement. De nouvelles élections seront donc organisées en septembre.

En annonçant qu'il renonçait à former un gouvernement et en proposant à l'Assemblée (Knesset) israélienne de voter son autodissolution, Benjamin Netanyahu a voulu empêcher que quiconque tente à son tour de construire une majorité. Il aurait en effet été possible, selon la Constitution israélienne, que le président Reuven Rivlin confie à un autre député la tâche d'essayer de former un gouvernement. Mais Netanyahu a préféré provoquer une nouvelle campagne électorale, « comme si l'essentiel pour lui n'était pas d'assurer le fonctionnement normal de la démocratie parlementaire mais de conserver, à tout prix, le pouvoir. »<sup>1</sup>



WIKIMEDIA COMMONS

## Ennuis judiciaires

L'avenir s'obscurcit pour Netanyahu, Premier ministre depuis mars 2009, qui avait avancé les précédentes élections législatives de plusieurs mois en raison d'ennuis judiciaires de plus en plus menaçants. Il s'agissait pour lui de s'assurer une victoire législative et la constitution d'une majorité à la Knesset qui lui aurait permis de faire adopter des lois d'immunité le protégeant personnellement face aux autorités judiciaires. Netanyahu est en effet sous le coup d'une mise en examen pour « fraude », « corruption » et « abus de confiance » dans trois différents dossiers. Et les délais pour organiser les futures élections et pour

former, en cas de victoire du Premier ministre, un gouvernement, seront désormais trop courts pour lui éviter de devoir répondre aux convocations liées aux enquêtes en cours.

Si nul ne sait ce qui a pu se tramer exactement dans les couloirs lors des négociations entre Netanyahu et ses potentiels partenaires de droite et d'extrême droite, nul doute que l'un de ceux qui a fait capoter tout accord gouvernemental est Avigdor Lieberman, le tristement célèbre leader de la formation Israël Beitenou (« Notre maison Israël »), connu pour son racisme décomplexé et son passé de videur de boîte de nuit en Moldavie.

Conscient de la fragilité de Netanyahu, Lieberman a joué la carte de l'inflexibilité quant à ses exigences, notamment l'abolition de l'exemption du service militaire pour les étudiants religieux, précipitant le renoncement du Premier ministre et sa décision de pousser à la convocation de nouvelles élections.

## Rien de bon pour les Palestiniens

Une chose est certaine toutefois, et ce même si Lieberman accuse Netanyahu d'être désormais dans le camp de la « gauche » (sic) : ce n'est pas à propos de la politique à mener vis-à-vis des Palestiniens

que l'accord a choppé. La droite et l'extrême droite israéliennes ont en effet largement démontré, au cours des dernières années, qu'elles n'entendaient aucunement faire de quelconques concessions aux revendications nationales et démocratiques du peuple palestinien, bien au contraire. Poursuite de la colonisation, des annexions, de la répression, des bombardements sur Gaza : sur l'ensemble de ces politiques coloniales, malgré des nuances quant au degré de violence à employer, la droite et l'extrême droite ont su s'entendre.

Et ce n'est malheureusement pas du côté de celui qui a été présenté comme une alternative « centre-gauche », Benny Gantz, qu'un espoir quelconque résiderait pour les Palestiniens, tant le consensus sioniste demeure au cœur de la vie politique israélienne. On se souviendra ainsi que Gantz, alors général de l'armée, est celui qui avait mené la meurtrière offensive « Bordure protectrice » contre la bande de Gaza à l'été 2014, ce dont il s'est vanté durant la campagne, se félicitant d'avoir permis d'éliminer 1364 « terroristes », et avançant le slogan : « Seuls les forts sont victorieux ».

Ainsi, si Israël s'enfoncé dans la crise politique, c'est avant tout en raison de la décomposition du champ et de la classe politiques du pays, et des rivalités qui s'aiguissent à mesure que la chute de Netanyahu apparaît inéluctable. Une actualité à suivre, mais sans illusion quant à la possibilité que cette crise puisse déboucher sur l'avènement d'un pouvoir moins brutal à l'égard des Palestiniens.

## Julien Salingue

1 – René Backmann, « Israël : la crise politique affaiblit un peu plus le plan de Trump », Mediapart, 1<sup>er</sup> juin 2019.



## Le monde en bref

**Philippines Pour le président Duterte, l'homosexualité est une maladie.** Lors de sa campagne électorale victorieuse de 2016, Rodrigo Duterte, alors élu président des Philippines, s'était fait une réputation mondiale pour la brutalité de ses propos, dénonçant les « connards » de la haute administration, se vantant d'avoir froidement exécuté des délinquants dans la ville dont il est le maire, regrettant de ne pas avoir été le premier à « passer sur le corps » d'une religieuse australienne violée et tuée par des repris de justice. Depuis sa prise de fonction, il a poursuivi sur sa lancée, multipliant les déclarations ordurières et menant une guerre meurtrière contre les pauvres, au nom de la « guerre à la drogue ». Dès 2017, Tirana Hassan, d'Amnesty International, expliquait ainsi que « pour l'essentiel, la police a systématiquement ciblé des pauvres et des personnes sans défense dans tout le pays. [...] Sur la base de preuves inconsistantes, des gens accusés d'utiliser ou de vendre de la drogue sont tués pour de l'argent dans le cadre d'une économie de meurtre. »

La semaine dernière, Duterte s'en est ainsi pris à l'un de ses opposants, le sénateur Antonio Trillanes, dont il a par ailleurs affirmé qu'il était homosexuel : « Trillanes et moi sommes pareils, mais je me suis soigné », a ainsi déclaré Duterte, avant d'expliquer qu'il était « redevenu un homme » grâce aux « belles femmes ».

Des déclarations homophobes qui, dans un pays où la violence est omniprésente et encouragée par les autorités, n'ont pas manqué de faire réagir. Ainsi de Bahaghari, une association de défense des droits des LGBT, citée par l'AFP : « C'est symptomatique d'une maladie grave : celle de l'ignorance, des préjugés et de la haine [...]. Ces déclarations, comme ses propos pervers et insultants pour les femmes, ne peuvent être prises à la légère ou considérées simplement comme des blagues. »



DR

## Palestine Israël veut vendre des écoles palestiniennes.

On l'a appris grâce à un article de Libération publié le 1<sup>er</sup> juin. Et comme l'affirme le journaliste Guillaume Gendron, « même les connaisseurs les plus blasés des mille histoires kafkaïennes découlant chaque jour de l'occupation israélienne n'en reviennent pas. » De quoi parle-t-on ? De l'annonce faite par l'« administration civile » israélienne (l'autorité en charge de l'administration des territoires palestiniens occupés) de son intention de vendre aux enchères deux salles de classe en préfabriqué, financées par l'Union européenne et destinées à des enfants palestiniens d'Izbiq, au nord-est de la Cisjordanie, que l'armée avait confisquées. Et le journaliste de Libération de poursuivre : « C'est par une petite annonce publiée début mai dans les colonnes du quotidien populaire local Maariv que les diplomates européens ont eu des nouvelles de leurs salles de classe, dont ils avaient officiellement réclamé la restitution aux bénéficiaires et la réinstallation au moment de leur démantèlement. » De toute évidence, les « réclamations » n'auront pas suffi, et Israël, qui a pour habitude – coloniale – de revendre les biens confisqués en Cisjordanie, ne porte guère d'intérêt à l'avis des diplomates européens en poste à Jérusalem.

Pourquoi se priver ? Malgré des gesticulations et des rapports vite remisés dans les placards, l'Union européenne et ses États-membres n'exerce, sauf rare exception, aucun type de pression réelle sur l'État d'Israël, y compris lorsque celui-ci détruit des équipements financés depuis l'Europe. Il n'y a pourtant guère d'autre solution face à un État qui ne comprend que le langage du rapport de forces : boycott, désinvestissement et sanctions restent les meilleurs moyens pour faire payer à Israël le prix de l'occupation et de la négation des droits nationaux des Palestiniens.

# SYRIE Dans l'enfer du goulag syrien

À la mi-mai, le New York Times a publié une enquête, fruit de sept ans de travail de plusieurs de ses journalistes, consacrée à la terreur infligée par le régime de Bachar al-Assad au peuple syrien suite au soulèvement de mars 2011<sup>1</sup>. Des travaux et des témoignages inédits, qui permettent de mesurer l'ampleur de la boucherie et invalident tous les discours révisionnistes, voire négationnistes, diffusés par les partisans du régime, quels qu'ils soient.

« Tandis que l'armée syrienne, soutenue par la Russie et l'Iran, disputait le territoire aux rebelles armés, le gouvernement menait une guerre impitoyable contre les civils, jetant des centaines de milliers de personnes dans des cachots répugnants où des milliers d'entre elles ont été torturées et assassinées. »<sup>2</sup> C'est autour de ce constat que s'ouvre l'article, à l'heure où les forces armées d'Assad et leurs alliés continuent leurs opérations de « nettoyage » des zones « rebelles » dans le nord de la Syrie, notamment autour d'Idleb.



WIKIMEDIA COMMONS

## 128 000 disparus, 14 000 morts sous la torture

Selon le Réseau syrien pour les droits humains (Syrian Network for Human Rights, SNHR), ce seraient ainsi pas moins de 128 000 personnes qui auraient disparu dans les geôles et camps du régime, parmi lesquelles 14 000 seraient mortes sous la torture. Des incarcérations et des violences de masse commises au début du soulèvement mais qui se sont prolongées depuis, avec même une augmentation de 25 % des arrestations en 2018 par rapport à l'année précédente.

L'article détaille, documents et témoignages à l'appui, les atrocités commises par le régime Assad, et insiste sur l'impunité dont il a bénéficié, et bénéficie encore, de la part de ses alliés directs mais aussi des principales puissances occidentales. Commentaire de la journaliste Anne Barard : « Les enlèvements et les assassinats commis par l'État islamique en Syrie ont davantage retenu l'attention en Occident, mais le nombre des victimes du système

carcéral syrien est très largement supérieur à celui de Daesh ».

## Crimes de guerre et des crimes contre l'humanité

Les récits des survivants et des familles de disparus sont glaçants, mais c'est l'accumulation et le caractère systématique de l'enfermement, de la torture, des assassinats et des viols qui est le plus frappant. Une véritable industrie de l'horreur, qui s'est

développée parallèlement à la répression sanglante, dans les rues, du soulèvement populaire, alors que celui-ci menaçait le régime : « Au fur et à mesure que les forces insurgées gagnaient du terrain et que l'aviation du gouvernement bombardait les quartiers rebelles, les formes de torture dans les prisons devenaient plus brutales et plus perverses. Les survivants parlent de traitements sadiques, de viols, d'exécutions sommaires et de détenus qu'on laissait agoniser sans soigner leurs blessures ou leurs maladies. »

Des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité avérés, qui rendent d'autant plus abjects les silences complices ou les soutiens internationaux apportés au régime, de même que toutes les prétendues propositions de « règlement de la crise syrienne » s'appuyant sur le maintien au pouvoir du bourreau Assad.

## C.B.

1 – Anne Barnard, « Inside Syria's Secret Torture Prisons: How Bashar al-Assad Crushed Dissent », New York Times Magazine, 11 mai 2019.  
2 – D'après la traduction publiée par À l'Encontre : <https://alencontre.org/moyenorient/syrie/la-verite-sanglante-du-goulag-syrien.html> (idem pour les autres citations).



# RETOUR INTERNATIONAL SUR LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES



Ce dimanche, nous avons vu sur nos écrans la progression fulgurante de l'extrême droite fasciste, violente et nostalgique de la collaboration. Cette progression doit être comprise clairement, sous peine de se répéter à un niveau bien plus tragique dans les prochaines années.

## Responsabilités gouvernementales

Le gouvernement Michel a très clairement contribué à la situation après 5 ans de politiques racistes et autoritaires, qui ont pavé la voie à l'extrême droite fasciste en normalisant leurs idées nauséabondes afin d'appliquer le programme de la fédération des entreprises de Belgique. Seuls quelques recadrages mous ont fait pâle figure face aux saillies fréquentes de la N-VA [Nouvelle Alliance flamande, droite, membre du gouvernement fédéral de 2014 à 2018]:

- collaborer avec les services secrets soudanais pour leur remettre des réfugiés
- excuser les collaborateurs des nazis
- organiser des rafles de migrants selon la nationalité
- menacer les recteurs des universités
- diffamer l'ONG Médecins sans frontières de trafic d'êtres humains



La participation est en baisse par rapport aux dernières élections européennes: elle passe de 58,69% à 56,29%, et cette baisse touche toutes les régions du pays. La Ligue de Salvini obtient 34,33% des voix, soit 9 153 368 voix, ce qui est une augmentation de l'adhésion tant par rapport aux européennes de 2014 qu'aux élections générales italiennes de 2018. Pour la première fois, elle obtient beaucoup de voix au Sud du pays où elle atteint 23%. Le seul autre parti dont le nombre de voix augmente, c'est Fratelli d'Italia, un parti de droite, héritier du Mouvement social fasciste, qui gagne environ 700 000 voix, avec un score de 6,46% (en 2014, il était à 3,67%). Le Parti démocrate arrive en deuxième position avec 22,74% des voix mais, par rapport à 2014, il perd 6 028 000 voix, et il en perd 121 000 par rapport aux élections politiques de 2018. C'est dans le centre et le nord du pays qu'il fait ses meilleurs scores, en particulier dans les grandes villes.



## ÉTAT ESPAGNOL MALGRÉ LE SUCCÈS DES SOCIALISTES, LA CRISE N'EST PAS FINIE

Le 26 mai, les EspagnolEs étaient appelés à un triple vote: européen, autonome (régional) et municipal. Et cela après avoir voté aux législatives le 28 avril...

### À droite, la bande des trois...

La dynamique victorieuse des socialistes est entravée ici ou là par la réponse donnée par la droite, avec la formule inaugurée en Andalousie en décembre dernier afin de chiper ce fief historique des socialistes: là où une majorité unipartidaria s'avère impossible, elle la construit désormais à trois, le PP et Ciudadanos n'hésitant plus à s'allier à l'extrême droite émergente.

Le PP limite les dégâts aux européennes et, à une moindre échelle, aux municipales. Ciudadanos, qui le talonnait fin avril, ne parvient pas à obtenir le «sorpasse» du PP qu'il visait aux européennes et aux deux élections locales.

Enfin, Vox ne sera pas parvenu à opérer la percée espérée. En témoignent ses 6,6% et ses 3 sièges aux élections européennes. Il n'en reste pas moins qu'il peut se créditer d'avoir déplacé vers lui les deux partis de droite, en particulier Ciudadanos. Dans l'immédiat, c'est bien cette extrême droitisation d'une droite néolibérale qui est un danger face auquel il est illusoire de penser que fera barrage le vainqueur de ces scrutins.

### Déconfiture de la gauche de la gauche

La victoire incontestable du PSOE n'en reste pas moins fragilisée par la déconfiture de celui qui, sur sa gauche, avait opté pour lui faire l'appoint gouvernemental à tous

les échelons de pouvoir. L'apport que Podemos (en fait Unidas Podemos, UP, composé avec IU) et des «coalitions du changement» qu'il avait contribué à faire gagner, s'est en effet réduit comme peau de chagrin: toutes les mairies conquises en 2015 sont perdues. Seules échappent à cette hécatombe celle de Cadix, dirigée par l'anticapitaliste Kichi, et celle de Zamora tenue par un IU critique avec la direction nationale.

Aux élections autonomiques la déroute est aussi au rendez-vous. L'élection européenne revêtait, quant à elle, un sens particulier pour Podemos puisque c'est lors de l'édition de 2014 qu'il avait initié sa percée tonitruante. Cinq ans après, en cumulé de ses voix et de celles d'IU qui concourait séparément en 2014, le recul dépasse les 21%, et même 41% par rapport aux voix obtenues à la législative il y a à peine un mois.

### Podemos utile aux socialistes?

Cette chute libre sert et dessert les socialistes. C'est une revanche face à une aventure podémite commencée façon (plus ou moins) IndignéEs, qui aura finalement peu duré, où les socialistes étaient les ennemis à abattre à l'égal de la droite, tous pointés comme la caste qui bloquait le changement radical à opérer. Mais les socialistes ont récupéré la déception que les virevoltes stratégiques, l'institutionnalisme borné et

l'autoritarisme interne ont suscité chez les militantEs mais aussi dans son électorat. Les voix perdues par Podemos se sont pour une bonne part retrouvées au PSOE, et une autre partie dans l'abstention.

A contrario, l'affaiblissement électoral des «violets» prive le PSOE d'une réserve politique élargie sur sa gauche pour franchir le seuil qualitatif nécessaire pour maintenir, sans turbulences, le cap gestionnaire des affaires du pays. Les jours qui viennent amèneront-ils les militantEs de Podemos à tirer le bilan de l'échec catastrophique de l'orientation adoptée? Une orientation et un échec dont on retiendra qu'ils font écho, malgré les spécificités des situations respectives (entre autres par la différence du poids des socialistes), au fort recul qu'a connu la FI.

### En Catalogne

L'événement le plus spectaculaire des résultats en Catalogne (il n'y avait pas d'élection autonome) est sans aucun doute l'élection aux européennes de deux personnages parmi les plus emblématiques de la lutte indépendantiste: le « prisonnier politique » le plus célèbre, dont le procès indigne (et celui de ces compagnons d'infortune) a lieu en ce moment même, l'ancien vice-président de la Généralité, Oriol Junqueras, et, l'exilé politique le plus connu, l'ancien président de la Généralité, Carles Puigdemont. Par leur élection, ils vont exercer

une douloureuse tenaille politique sur l'État espagnol, avec désormais un impact décuplé, face à une opinion publique européenne de plus en plus sensibilisée à ce que subissent les démocrates catalans. Sur l'ensemble des résultats, pour ces européennes, en Catalogne, c'est Junts (le parti de Puigdemont) qui l'emporte, avec plus de 28% des voix, devant le PSC (plus de 22,14%) et la coalition d'ERC avec les nationalistes basques et galiciens (plus de 21%). Bien plus loin, Ciudadanos et Podemos sont à 8%, le PP à 5% et Vox à 2%.

### Pour une mobilisation indignée

Le cycle électoral fermé, il faudra suivre l'évolution des recompositions en cours, à gauche comme à droite, dans un contexte économique maussade qui devrait réduire les marges d'action sociale par lesquelles le PSOE a cherché à acheter l'électorat populaire sans rien toucher au développement d'une précarité que masque une baisse relative du chômage. Bruxelles et la Banque d'Espagne ont récemment sonné l'alarme sur le ralentissement économique en cours et le danger que l'Espagne ne respecte pas ses engagements de réduction des déficits.

L'absence de réamorçage de la conflictualité sociale reste, avec l'anticatalanisme, l'atout majeur du régime et du PSOE. C'est pourtant de la combinaison des deux fronts, social et national, que devrait émerger l'espoir que les choses changent enfin radicalement. Du pain sur la planche pour recréer une mobilisation indignée vaccinée d'avoir passé le témoin à Podemos et se donnant les moyens de dépasser les blocages politiques qui l'ont empêchée d'être le centre de gravité de la mise en crise accélérée du régime...

Antoine Rabadan



## BELGIQUE « RENVOYER L'EXTRÊME DROITE DANS LES POUBELLES DE L'HISTOIRE »

Nous publions un texte écrit par notre camarade Goto Van Kern (Gauche anticapitaliste) à l'occasion de la manifestation du 28 mai, à Bruxelles, contre l'extrême droite et le fascisme, qui a rassemblé 7000 personnes. Une manifestation qui faisait suite aux élections du 26 mai (européennes, législatives et régionales), au cours desquelles l'extrême droite, principalement autour du Vlaams Belang, a atteint des scores inédits et menaçants.

– appeler à contourner l'article 3 de la Convention européenne des Droits humains qui interdit la torture

Cette mollesse dans les recadrages est cohérente avec les mesures défendues par le gouvernement Michel. L'introduction de la déchéance de nationalité, le « lockdown » de Bruxelles pendant quatre jours, la longue présence de l'armée dans les rues, l'enfermement d'enfants en centres fermés et le plan Médusa ayant conduit à la mort de la petite Mawda Shawri, 2 ans.

Ce n'est cependant pas la responsabilité unique de ce gouvernement.

### Légitimation des idées d'extrême droite

En 2015, la Ligue des droits humains déclarait que le programme en 70 points du Vlaams Blok, malgré le cordon sanitaire, avait percolé dans les actions des derniers gouvernements : création d'un secrétaire d'État à l'Immigration, multiplication des centres fermés pour étrangers en séjour illégal ou en fin de procédure, expulsions collectives, liste des pays dits « sûrs » ou encore durcissement des conditions d'accès à la nationalité belge. Toutes ces mesures ont pu être prises sans le concours de la N-VA : elles n'ont en rien freiné la progression de l'extrême droite. C'est au contraire la légitimation de leurs idées.



DR

L'extrême droite reste un projet violemment opposé aux droits de touTEs les exploitéEs et les oppriméEs : contre les travailleurs et les travailleuses, contre les personnes précaires, contre les personnes racisées, contre les femmes, les personnes LGBTQI+ et les personnes handicapées. Cette famille politique porte un projet autoritaire, hostile à la démocratie et aux contre-pouvoirs que représentent les syndicats, les médias et le tissu associatif. Une montée de l'extrême droite qui se fait au niveau européen et mondial : en France, en Italie, en Hongrie, aux USA, au Brésil ou aux Philippines, les partis autoritaires poussent comme des champignons. La résistance se doit

de dépasser les frontières régionales, linguistiques et nationales pour devenir internationale !

### « La meilleure défense, c'est l'attaque »

Compter sur les urnes ou sur la constitution d'un gouvernement raisonnable ne nous sauvera pas sur le long terme. Un autre gouvernement consacré à nous voler nos droits sera la meilleure façon d'alimenter un peu plus la menace fasciste aux prochaines élections.

La meilleure réponse contre cette menace est de rejoindre ces contre-pouvoirs pour bloquer les attaques que nous subissons au quotidien, avec ou sans extrême droite aux commandes, comme

nous l'avons fait durant l'hiver 2014, quand le mouvement social avait le dessus sur le gouvernement, avant que les appareils syndicaux ne décident d'aller négocier des miettes avec un gouvernement totalement inféodé au patronat.

La meilleure défense, c'est l'attaque : il est nécessaire que le monde syndical se mobilise pour arracher des victoires concrètes afin de chasser le désespoir, la résignation et l'atomisation cultivés par l'extrême droite. Cette mobilisation devra regarder vers un horizon anticapitaliste, en rupture avec les politiques sécuritaires, austéritaires et racistes. Cette contre-attaque ne pourra être conséquente que si elle met en place un discours clair et radical contre les discriminations que subissent les premières victimes de l'extrême droite. Avoir une ligne claire sur le sexisme, le racisme, le validisme et les LGBTQI+ phobies sera le meilleur moyen d'avoir le soutien des personnes les plus conscientes de la menace qui pèse sur la population.

C'est en mettant fin aux humiliations que nous subissons par l'auto-organisation quotidienne sur nos lieux de vie que nous pourrions renvoyer l'extrême droite à sa place : dans les poubelles de l'histoire.

Goto Van Kern

## RENFORCEMENT GLOBAL DES EXTRÊMES DROITES À L'ÉCHELLE EUROPÉENNE

Un paysage contrasté mais un renforcement global de leurs positions : tel est l'image qu'offrent les forces d'extrême droite dans l'Union européenne, au lendemain des résultats aux élections du 26 mai dernier.

Certaines de ces formations voient leurs résultats progresser de manière plus ou moins fulgurante, d'un scrutin comparable à l'autre, avec notamment le parti de la Ligue en Italie avec 34,3% (contre 6,15% aux européennes de mai 2014), qui double son score par rapport aux législatives de mars 2018, qui lui ont ouvert les portes du pouvoir gouvernemental.

D'autres se maintiennent peu ou prou, alors que leur score avait déjà atteint un score élevé. C'est le cas du RN français, qui obtient 23,3% des voix, après avoir réuni déjà 24,7% aux européennes de 2014. Cependant, alors que la participation en France a nettement augmenté (avec 50,1% en 2019 contre 42,4% en mai 2014), le parti de Marine Le Pen progresse tout de même en nombre absolu de voix, de 4,712 millions en mai 2014 à 5,286 millions.

### Les paradoxes du contre-exemple danois

Certaines forces d'extrême droite reculent. Le cas le plus flagrant est celui du Parti du peuple danois (DFP). Ayant totalisé 26,6% aux européennes de mai 2014 dont il était l'un des grands vainqueurs, il obtient 10,8% au scrutin européen de 2019. Ce score d'un parti qui entretient des liens avec Marine Le Pen – son eurodéputé Anders Vistinen a participé à une réunion avec la présidente du RN français, le parti des « Vrais Finlandais » et la formation d'extrême droite EKRE, qui participe au gouvernement estonien –, mais qui a siégé au Parlement européen de 2014 à 2019 dans un groupe dirigé par les Conservateurs britanniques, interroge.

Son sort électoral récent, décevant de son point de vue, s'explique avant tout par le fait qu'il se trouve récemment pris entre deux feux. Le DFP pratique l'appui à des gouvernements de droite libérale sans avoir des ministres, ce qui a été le cas de 2001 jusqu'en 2011 puis de 2015 à 2019. En tant que prix de son soutien, il a obtenu une série hallucinante de durcissements de la législation en matière d'immigration et d'asile : 114 tours de vis législatifs au total, depuis juin 2015. Le plus emblématique,

peut-être, étant constitué par la création d'un centre pour parquer des demandeurs d'asile déboutés et décrétés « indésirables » sur une île inhabitée (Lindholm), dans un bâtiment anciennement utilisé pour des recherches sur les maladies animales contagieuses, qui ouvrira en 2021. Toutefois, les « succès » de cette politique globale cruelle sont plutôt attribués, par la fraction de l'opinion publique qui y applaudit, à la ministre de l'Immigration Inger Støjberg, une représentante d'un parti « centriste » qui a repris à son compte nombre de mesures de l'extrême droite.

### Au gouvernement, les extrêmes droites consolidées

Mais dans la majorité des cas où l'extrême droite a participé jusqu'à récemment (Autriche de décembre 2017 jusqu'au 18 mai 2019, Finlande de 2015 à mars 2019) où participe actuellement (Italie, Estonie) au gouvernement, cette expérience ne semble pas l'avoir discrédité au point de perdre une partie importante de son électoral. En Italie, au contraire, l'extrême droite progresse fortement. Dans le cas de l'Autriche, la révélation récente d'une vidéo qui a rendu publiques des pratiques de corruption et la recherche d'une mainmise sur les médias – l'ancien président du FPÖ, Heinz-Christian Strache, avait été piégé par une caméra cachée dans une villa sur l'île d'Ibiza, et a immédiatement démissionné – n'a pas tant que ça nuise au parti d'extrême droite. Le « Parti de la liberté d'Autriche » (FPÖ) perd 2,5% des voix par rapport aux européennes de 2014, mais se maintient à 17,2%, limitant ainsi considérablement la casse. Une bonne partie de son électoral considère très manifestement que tout ce qui est révélé sur le parti n'est que mensonge de ses adversaires, voire qu'il s'agirait d'une « manipulation juive », et globalement que « les autres ne font pas mieux ». Un renforcement global des positions des extrêmes droites donc, puisque les participations gouvernementales, de plus en plus nombreuses, se traduisent globalement par un maintien, voire une consolidation des extrêmes droites, ou par une extrême droitisation des droites...

Bertold du Ryon

## ITALIE SALVINI GRAND VAINQUEUR DES ÉLECTIONS

En Italie, les résultats des élections européennes sont dans l'ensemble très mauvais : ils confirment le renforcement de la droite réactionnaire, expression de la désagrégation et de la démoralisation sociale qui touche de larges secteurs populaires. Cela renvoie aux dynamiques européennes en général et cela met en lumière le caractère négatif de la situation sociale et politique italienne.

Le Mouvement 5 étoiles (M5S), avec 17,06 %, est le grand perdant de ces élections : il perd 1252000 voix par rapport aux européennes de 2014 et 6189000 voix par rapport aux élections de 2018, à l'issue desquelles il était devenu le premier parti italien, devançant, et de loin, tous les autres.

Forza Italia, le parti fondé par le chef d'entreprise Silvio Berlusconi, recule lui aussi (8,78 %), alors que les Verts ne percent pas, à l'inverse de ce qui s'est passé dans les autres pays européens : ils restent à 2,29 %.

Il faut enfin signaler la défaite de la liste « La Sinistra », née de l'accord entre Sinistra Italiana, Rifondazione Comunista, Altra Europa avec Tsipras et d'autres : elle obtient à peine 465000 voix (1,74 %).

### La Ligue, premier parti en Italie

Ces résultats montrent clairement que la Ligue, dirigée par Matteo Salvini, devient le premier parti. Les manifestations antiracistes,

écologistes et féministes de ces derniers mois, et les perturbations de ses rassemblements n'ont pas réussi à freiner sa poussée électorale. Cette victoire est aussi le fruit de la propagande xénophobe et violente du dirigeant de la Ligue, qui a parlé directement et démagogiquement aux tripes des personnes les plus touchées par la crise économique et de celles que le spectre de la pauvreté effraie le plus. C'est la Ligue qui tient aujourd'hui les rênes du gouvernement italien, et qui peut en dicter l'agenda politique. Elle va pouvoir mener à bien avec plus de force, n'en doutons pas, les projets qui lui tiennent le plus à cœur (flat tax, prochain redécoupage régional, déréglementation administrative pour les petites et moyennes entreprises) en augmentant le niveau de la répression et en accentuant la fragmentation, déjà importante, de la classe travailleuse.

Le M5S se trouve dans une position d'extrême faiblesse : il a d'abord été le double parfait de la Ligue, puis il a essayé de donner

un coup de barre à gauche, en faisant principalement campagne contre son allié au gouvernement. Opposition fictive car, pendant que les deux forces gouvernementales associées s'affrontaient dans les médias, au gouvernement même, elles approuvaient ensemble toutes les mesures, sans se démarquer l'une de l'autre.

Le Parti démocrate, malgré les voix qu'il a perdues, réussit à donner l'impression d'être l'un des vainqueurs de ces élections parce qu'il a bénéficié de la polarisation amorcée par Salvini et qu'il a tiré parti du vote utile pour contenir la montée des droites en Europe.

### Reconstruire un projet anticapitaliste

Ce qui devient très visible en Italie aussi, comme dans le reste de l'Europe, c'est la marginalité de la gauche antilibérale et anticapitaliste qui n'a pas les forces pour construire un projet crédible qui soit alternatif à la droite, au Parti démocrate et au M5S.

Le terrain de cette défaite électorale a été préparé pendant toutes ces dernières années : les listes de la gauche naissent dans l'urgence du moment électoral, elles sont le fruit d'un accord de sommet, elles ont toujours de moins en moins d'enracinement social et manquent donc de crédibilité. Sinistra anticapitalista avait choisi de donner une consigne de vote pour « La Sinistra », afin de préserver un espace à gauche, dont la disparition met en difficulté la gauche tout entière.

Il faut au contraire répartir prioritairement de l'unité des mobilisations sociales de classe et de l'opposition stratégique qui permette la reconstruction, y compris idéologique, d'une alternative au système capitaliste. Même si le travail de reconstruction d'un projet anticapitaliste et internationaliste à partir des résistances aux droites, aux fascistes et au libéralisme capitaliste sera inévitablement long, ardu et complexe, cela vaut la peine de s'engager à fond.

Chiara Carratù, traduction Bernard Chamayou



CHARMAG



## STRASBOURG Solidarité après le suicide d'un jeune demandeur d'asile afghan



FB D'AILLEURS NOUS SOMMES D'ICI 67

Soroush Habib avait 21 ans, il demandait l'asile, un toit, de l'aide. Le samedi 25 mai à l'aube, il s'est donné la mort dans un parc à Strasbourg.

Soroush Habib survivait depuis plusieurs mois dans ce parc, avec des dizaines d'autres personnes, majoritairement des demandeurs d'asile originaires du Nigeria, Guinée, Kurdistan irakien, Afghanistan et des Français à la rue. Le jour de son suicide, dans l'urgence et grâce à l'activisme de réseaux de solidarité, un rassemblement a pu être organisé au centre-ville pour ne pas laisser cette mort dans l'anonymat et permettre aux occupants du parc d'exprimer leur colère contre les conditions de vie inhumaines qui ont conduit au suicide de Soroush et contre la prison à ciel ouvert que constitue le système des frontières et Dublin.

### «La rue en deuil, États criminels»

Le rassemblement place de la Gare s'est vite transformé en manifestation d'une cinquantaine de personnes, en direction de la place Kléber, où les premiers concernés ont pu exprimer leur colère au mégaphone directement face aux strasbourgeois et dénoncer les conditions d'accueil et le système des frontières qui tue. Sur les banderoles confectionnées dans l'urgence, on pouvait lire, «*Stop Dublin, open borders*», «*La rue en deuil, États criminels*», «*Kobi Habib Forever*» et «*Les assassinats camouflés du 115*» afin de cibler l'absence d'hébergement sur la ville.

La présence de journalistes et une médiatisation importante, y compris sur les réseaux sociaux, ont permis la présence de soutiens pour soutenir les interpellés durant la manifestation, qui ont été passés à tabac en garde à vue, et de faire libérer de rétention un dubliné menacé de déportation vers l'Italie. Il est intolérable que l'exercice de la liberté de manifestation, avec les premiers concernés, soit remis en cause à des fins de répression des personnes dublinées!

La politique de la ville et de la préfecture consiste à détruire les campements dès qu'ils deviennent trop visibles. Depuis de nombreuses années, des campements de survie sont ainsi régulièrement brisés. Nul doute que le suicide de Soroush Habib a mis de la lumière sur un drame collectif que les autorités entendent maintenir dans l'ombre, de même que les pratiques glaçantes des associations partenaires de la ville qui n'hésitent pas à obliger des femmes enceintes à dormir sur des chaises, ou à jouer les auxiliaires de police. Le tout dans l'hypocrisie la plus totale de la ville de Strasbourg qui se targue par ailleurs de son étiquette de «ville accueillante».

Correspondant

# AUTOMOBILE Fiat et Renault: grandes manœuvres dans l'industrie automobile mondialisée

Depuis dix ans, la concurrence s'était stabilisée au sein de l'industrie automobile mondialisée et avait permis d'augmenter partout les profits des principales firmes. Aujourd'hui, une nouvelle phase de restructurations s'ouvre. Un article publié sur le blog du secteur automobile du NPA: <http://www.npa-auto-critique.org/>.

Rien de plus classique que cette alternance de phases dans une industrie capitaliste. La nouveauté tient aux facteurs qui sont à l'origine de cette situation.

### La fin du moteur thermique?

En Europe la fin du moteur thermique est annoncée pour les environs de 2040. Même si cette date, reprise par les gouvernements et des constructeurs comme Volkswagen, n'a pas de valeur contraignante, elle indique une tendance. Les dégâts occasionnés par la circulation automobile à moteur thermique sont de moins en moins acceptés et les limitations de son usage se généralisent dès maintenant dans la plupart des grandes villes européennes. L'approvisionnement en pétrole est d'autre part de moins en moins sécurisé. C'est pourquoi les firmes automobiles cherchent des alternatives au moteur thermique – essence ou diesel. Autre facteur bousculant les équilibres de ces dix dernières années: l'irruption des GAFAs et autres nouvelles firmes extérieures au secteur automobile dans le contrôle électronique des voitures pour aller à plus ou moins long terme vers la «voiture autonome».

Même si les firmes automobiles essaient et essaieront de retarder ces changements afin de profiter le plus longtemps possible de leurs investissements, elles cherchent dès maintenant à sauvegarder l'essentiel, à savoir la production de voitures individuelles, domaine dont elles maîtrisent une grande part de la chaîne de valeur. Cela implique de nouveaux investissements dans ces nouvelles techniques



DR

de motorisation, et une nouvelle course aux économies réalisées au détriment des salariéEs pour les financer.

Les premiers signes annonciateurs de cette nouvelle phase de l'industrie automobile mondialisée sont apparus avec le désengagement des firmes nord-américaines du continent européen: General Motors a vendu sa filiale Opel à PSA, et Ford, après s'être débiné de l'usine de Blanquefort, vient d'annoncer la suppression de 5 000 emplois en Allemagne. GM a même annoncé, en novembre 2018, la suppression de 15% de ses effectifs en Amérique du Nord.

### Fusion de Fiat-Chrysler avec Renault?

Le groupe Fiat-Chrysler automobiles (FCA), né du rachat de Chrysler par Fiat en 2009, est confronté aux mêmes difficultés. La presse financière internationale indique depuis plusieurs mois que FCA cherche à être racheté ou partagé. PSA a semblé être longtemps le candidat le plus sérieux. Mais

c'est Renault qui a finalement été choisi pour ouvrir officiellement des négociations.

La proposition de Fiat vise à une fusion complète, 50%-50% en termes de capital avec Renault. Entre cette proposition et un éventuel accord final, il y aura des tractations compliquées, dont l'issue n'est pas aujourd'hui prévisible. Bien sûr, Macron et le gouvernement français sont impliqués dans la négociation, eux qui ont choisi il y a seulement quelques mois le nouveau président de Renault. En Europe et en Amérique du Sud, Fiat et Renault produisent et vendent des voitures directement concurrentes: la casse sociale y serait maximum.

Ghosh en attente de jugement au Japon, Nissan bloquant une fusion avec Renault, et ce dernier prenant à revers son associé pour négocier une fusion avec Chrysler-Fiat: c'est un scénario à la Dallas révélateur des pratiques d'un capitalisme brassant des milliards d'euros et de dollars à partir de l'exploitation bien réelle des salariéEs dans des centaines d'usines.

La casse sociale, comme dans toute restructuration ou fusion, est certaine. Elle imposerait une résistance à leurs plans non pas fondée sur un repli chauvin de «défense de son industrie nationale», mais sur une coordination se fondant sur les traditions de

solidarité et de luttes encore vivantes chez Renault et chez Fiat, dans leurs pays historiques: la France et l'Italie.

### Ne pas laisser faire l'industrie automobile mondialisée

La fin possible du moteur thermique est manifestement l'occasion pour les firmes automobiles d'aller encore plus loin dans leurs restructurations. Des investissements dans les véhicules électriques sont à l'ordre du jour. Moins de pollution directe sur les voies de circulation mais pas de conséquences positives pour le climat selon toutes les études indépendantes des constructeurs automobiles. Et bonjour le progrès lorsqu'il s'agit de substituer au pétrole l'extraction des terres rares indispensables aux batteries avec le travail des enfants, comme l'a dénoncé Amnesty International.

Laisser faire cette industrie automobile mondialisée c'est aller toujours plus loin vers la concentration, l'exploitation accrue des salariéEs, et plus de dégâts pour la planète, car visant à produire toujours plus de voitures individuelles. Toujours plus de déplacements avec toujours plus de voitures individuelles essence, diesel, hybrides, électriques ou à hydrogène, alors que les transports collectifs entraînent moins de dégâts pour notre santé et le climat! Au moment où pour cause d'urgence électorale Macron organisait son «conseil de défense écologique», la suppression de la ligne de fret quotidienne par chemin de fer Perpignan-Rungis était discutée. Avec comme conséquence la circulation de 20 000 camions supplémentaires à l'année.

Les grandes manœuvres qu'organisent aujourd'hui quelques méga-firmes automobiles rendent plus actuelle la question de leur expropriation, afin de produire pour le bien commun et non pour le profit de quelques-uns.

Secteur automobile du NPA

## RENNES Nouvelle victoire pour les migrantEs, la lutte continue

L'immeuble situé au 4, allée d'Estrémadure à Rennes, abrite une centaine de migrantEs depuis une réquisition organisée le 17 octobre. Après avoir été débouté une première fois, Archipel Habitat, bailleur social de la ville de Rennes, est revenu à la charge, avec un lourd dossier, pour demander leur expulsion. La justice ne lui a pas donné raison.



DR

Un des arguments avancé par le bailleur pour justifier la demande d'expulsion est que des travaux de rénovation doivent commencer pour créer un centre d'hébergement d'urgence, qui n'abriterait que des familles avec enfants, et ce de façon non pérenne. Un projet flou qui n'est, pour l'instant, qu'un effet d'annonce de la Maire (présidente d'Archipel Habitat).

### Soulagement

Le délibéré du second procès a été rendu le 29 mai: deux mois supplémentaires ont été accordés aux habitantEs d'Estrémadure, mais il leur est demandé une indemnité de 3600 euros par mois à compter du 1<sup>er</sup> juin. Comment peut-on demander de payer à des personnes qui n'ont même pas un toit et que l'on balade depuis des mois avec le couperet de

la remise à la rue au dessus de la tête. C'est inacceptable et impossible! Ce délai supplémentaire est toutefois un soulagement pour les habitantEs de l'immeuble et, le 29 mai au soir, les visages tendus ont fait place à des sourires.

Depuis l'occupation du squat de la Poterie (2017), il s'agit de la plus importante occupation d'un lieu par des migrantEs à Rennes. Un noyau d'habitantEs est toujours présent aux AG hebdomadaires, et aux actions.

### La lutte est loin d'être finie

Le 30 juin, 130 personnes logées dans une tour vont se retrouver sans solution, un squat, à Thorigné-Fouillard, verra la fin de sa convention, et l'expulsion d'Estrémadure finira malheureusement par

arriver. Nous emploierons ce délai pour agir face à une préfecture qui fait la sourde oreille et une mairie qui botte en touche et refuse de prendre ses responsabilités.

Cette dernière refuse de loger les célibataires, les familles sans enfants, les familles dublinées.

Le NPA continue de rester mobilisé contre cette guerre menée à l'encontre des migrantEs, ici et ailleurs. Nous déploierons toutes nos forces contre cette politique criminelle et raciste!

Correspondant

## ÉDUCATION

### Appel à la grève des examens, une unité «extraordinaire»

Les appels à la grève des examens sont le résultat d'une année de mobilisations ininterrompues dans l'ensemble de l'éducation mais décalées et désynchronisées entre les différents secteurs du 1<sup>er</sup> et second degré, collèges et lycées généraux et technologiques ou professionnels pour tenter de stopper les attaques globales du gouvernement et de son inénarrable Blanquer.

Commencées en septembre contre la réforme de la voie professionnelle, les mobilisations se sont enchaînées à l'automne contre la réforme du bac général et technologique, jusqu'à l'entrée dans la mobilisation de la jeunesse, fortement

impactée par les Actes des Gilets jaunes de la fin novembre-début décembre. En janvier, les établissements du second degré ont pris la suite, contre les conditions de préparation de la rentrée (baisse du nombre d'enseignantEs alors que le nombre d'élèves augmentent, fermetures



## CICE Les cadeaux fiscaux ont financé la suppression de 10 000 emplois dans le commerce

Une des mesures les plus emblématiques du gouvernement Hollande-Ayrault avait été l'instauration du «Crédit d'impôt compétitivité emploi», plus connu sous le nom de CICE.

Le raisonnement typiquement social-libéral était : les entreprises sont écrasées de «charges» ; dans un contexte de crise et de concurrence mondiale acharnée, elles ne peuvent plus être «compétitives» ; il faut donc alléger les dites «charges» pour leur permettre d'embaucher.

### Triple vol d'argent public

S'il est un secteur dans lequel le capitalisme est en «crise», avec 200 milliards d'euros de chiffre d'affaires, c'est la grande distribution. Ce secteur a donc été grassement gratifié d'exonérations diverses, et nos gouvernants «socialistes» n'y sont pas allés de main morte... En 2018, les petits cadeaux entre amis ont été de 522 millions d'euros, rien que pour les trois plus grands groupes du secteur : 34 millions d'euros pour Casino, 400 millions



PHOTO THÈQUE ROUGE/MILO

pour Carrefour, 88 millions pour Auchan. Et bien sûr, le CICE a démontré ses effets spectaculaires : la même année 2018 a permis de déverser sur les actionnaires des dividendes impressionnants (343 millions à

Casino, 517 millions à Carrefour, 313 millions à Auchan). Les bénéfices ainsi réalisés ont eux aussi des effets sur l'emploi. Sauf que loin d'en créer ou au moins d'en préserver, c'est à la suppression de milliers d'entre

eux que l'on a assisté : 5 000 en 5 ans à Casino, 7 000 en 2 ans à Carrefour, 2 000 en 2018 à Auchan. C'est qu'il y a bien d'autres moyens pour maintenir l'activité et «développer le secteur» : généralisation des horaires de nuit, travail du dimanche et même, depuis peu, ouvertures 24/24h sans caissières ! Le CICE est un moyen pour les actionnaires de nous voler trois fois les richesses créées par notre travail : en ne payant plus des milliards d'impôts qui manquent au financement des services publics ; en détournant cet argent dans les poches des actionnaires ; en créant des chômeurEs qu'on laissera indemniser (à minima) par l'argent public.

Il est temps d'exiger le remboursement intégral des sommes volées que ce soit sous formes d'aides publiques détournées ou d'exonérations diverses, et détournées dans les poches capitalistes. La Fédé CGT Commerce fait circuler une pétition en ce sens. Faisons-la signer !

Jean-Marie Battini

La pétition en ligne : <http://chng.it/HW7J29xpjN>

## GRAND PROJET INUTILE Des nouvelles du grand contournement ouest de Strasbourg

Le grand contournement ouest de Strasbourg (GCO) est un projet d'autoroute de 24 km pour prétendument éloigner le trafic de véhicules de Strasbourg. Il s'agit en réalité d'engraisser Vinci, qui en a obtenu la concession pendant 54 ans. Le GCO avance à marche forcée alors que les décisions de justice sur le fond du dossier ne sont toujours pas tranchées.

Depuis avril 2019, Vinci accélère la destruction des terres agricoles et des forêts autour de la capitale alsacienne, au mépris du cahier des charges réglementant les fouilles archéologiques, la protection de la faune et de la flore, la circulation des véhicules de chantier.

### Jusqu'à 80% d'augmentation de la circulation

Le GCO sera payant, mais à un tarif moindre que celui fixé sur l'autoroute allemande parallèle, concédée sur 60 km à 3 entreprises dont... Vinci, ce qui entrainera un afflux massif de camions. Il ne désengorgera en rien la métropole strasbourgeoise, bien au contraire : pour la plaine d'Alsace, on parle d'une augmentation prévisionnelle de circulation allant jusqu'à 80%.

Ce projet confirme la mégalomanie des élus strasbourgeois (majorité PS-Verts-LREM) et de l'Eurométropole (cogestion PS-LR), qui voient au travers de ce couloir à véhicules un moyen de développer à court terme Strasbourg vers l'ouest : bétonisation des zones rurales autour du GCO, zones de fret européen pour attirer un maximum d'entreprises de prestige car, dit le président de l'Eurométropole R. Hermann : «Vous préférez qu'elles aillent à Paris?»

### Résistance et répression

La résistance au GCO continue malgré une presse locale défavorable, grâce à des zadistes et des militantEs déterminéEs mais cibles de la répression policière : intimidations, contrôles, arrestations. Par exemple, garde à vue de 48 heures et convocation au tribunal de grande instance de Strasbourg en septembre prochain pour 13 zadistes gazés et menottés le 20 avril pour avoir construit et occupé une cabane sur le chantier. Le 26 juin, le même tribunal examinera le dossier de 3 autres militantEs qui ont commis le crime de promener sur le chantier la photo officielle de Macron prêtée par un maire... Et il y aura bien d'autres rendez-vous pour celles et ceux qui auraient résisté aux flics au service de Vinci, en s'opposant pacifiquement au déroulement des travaux. Depuis le début de l'année 2019, ce sont 5 condamnations qui ont été prononcées : travaux d'intérêt général, prison avec sursis, amendes...

La Zad s'est réimplantée ailleurs dans le village en dehors de la zone de travaux. Elle reste à la merci d'une évacuation imminente, le préfet Marx (il s'appelle comme ça!) reprochant des constructions illégales sur un terrain privé. Le NPA 67 s'oppose aux bétonneurs avides de profit, soutient les zadistes et toutEs les militantEs anti-GCO dans leur lutte pour un monde meilleur, et dénonce toutes les violences policières.

Correspondante

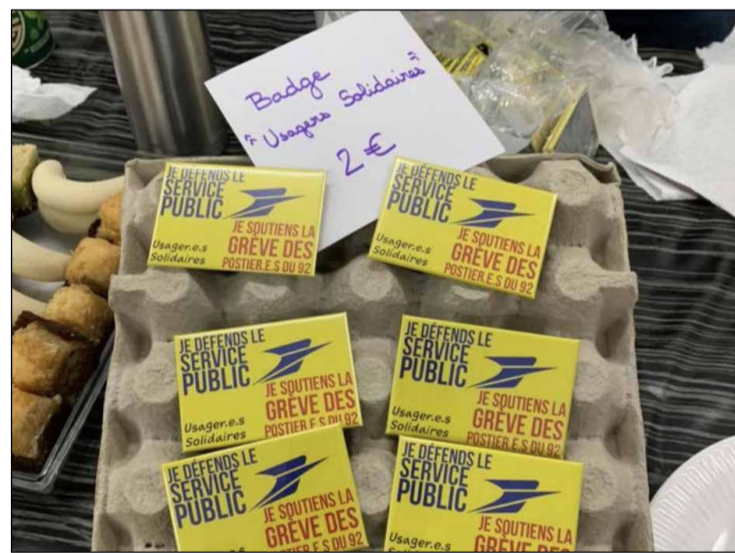
## POSTE 92 «Philippe Wahl, on vient te chercher chez toi!»

Après plus de 14 mois de grève, les postierEs du 92 restent mobilisés.

Mardi 29 mai, les grévistes et leurs soutiens se sont rendus au siège de la Banque postale pour obtenir des réponses quant à leur proposition de protocole de fin de conflit. Ils ont trouvé porte close, la direction de l'entreprise préférant même laisser ses salariéEs dehors pour éviter toute intrusion ! Le soir, ils se sont donc rendus au siège national de La Poste à une centaine. La direction n'a daigné que leur confirmer que les négociations continueraient la semaine suivante... avant d'envoyer la police pour les déloger.

### La direction doit céder

Il en fallait plus pour venir à bout de la détermination des grévistes, qui entament leur quinzième mois



FB SUD POSTE HAUTS-DE-SEINE

de lutte. Le vendredi 31 mai au soir, ils ont frappé encore plus haut en se rendant directement au domicile du PDG, Philippe Wahl. Ils ont déposé dans sa boîte aux lettres leur proposition de protocole, ainsi qu'un bon de commande pour le tee-shirt de soutien à la grève !

Les dirigeants de l'entreprise ont déjà perdu. Ils voulaient briser le syndicat SUD-Poste 92 en licenciant Gaël ? La justice l'autorise à effectuer son mandat syndical et à intervenir dans les centres. Ils voulaient licencier Mohamed d'Asnières ? Muriel Pénicaut a, cette fois-ci, refusé de l'autoriser.

Ils voulaient mettre à pied Xavier de Levallois ? La sanction ne s'applique pas.

L'enjeu pour les grévistes est maintenant de gagner contre les suppressions d'emplois et les réorganisations qui bouleversent les conditions de travail et de vie des salariéEs. La Poste refuse de céder sur des reports significatifs de ces projets dans les bureaux majoritairement en grève. Elle croit qu'elle viendra ainsi à bout de la combativité des postierEs. Mais la durée du mouvement et le maintien des actions au plus près des dirigeants lui montre qu'elle se trompe lourdement.

Elle n'a pas d'autre choix que de céder. C'est pourquoi il reste fondamental d'aider les grévistes à tenir encore en donnant toujours à la caisse de grève et en diffusant au maximum les informations de cette lutte.

### Correspondant

Chèques à SUD Poste 92, mention «solidarité grévistes» au dos, 51, rue Jean-Bonal, 92250 La Garenne-Colombes

<https://www.lepotcommun.fr/pot/kgmfkl66>

de classes et d'écoles, mise en œuvre à la hache des réformes des lycées, avec des programmes bâclés...) puis, en février-mars, c'est le 1<sup>er</sup> degré qui est monté au front contre la loi dite «École de la confiance». Des mobilisations qui ont abouti à de très grosses manifestations dans tout le pays, en particulier le 30 mars et le 9 mai.

### Un enjeu pour le service public de l'éducation

Une caractéristique de ces mobilisations, outre leur durée, est d'avoir impliqué très largement les salariéEs de l'Éducation nationale et les parents d'élèves. Ces luttes ont été construites par les enseignantEs bien sûr, mais également par les assistantEs d'éducation et de nombreux contractuelEs dont la situation est scandaleusement précaire, alors

que leur rôle est devenu indispensable dans les écoles et les établissements pour accueillir les élèves en situation de handicap ou faire face à diverses formes de violence.

Dans les lycées professionnels, la grève du 27 septembre a été la plus massive depuis le mouvement des LP de 2000. Dans les écoles et les collèges, pour beaucoup de jeunes enseignantEs c'était la première expérience de mobilisation, contre une loi qui vise à réorganiser globalement le rôle et les rapports des enseignantEs à leur métier et donc à leurs élèves et aux familles. En particulier dans les quartiers populaires où l'expression de ce combat global a été la plus ancrée et la plus visible : banderoles sur les écoles, tractages, opérations écoles désertes, initiatives de rue...

### Des tentatives d'auto-organisation

Car ces luttes, confrontées à l'absence d'impulsion centrale des directions syndicales, se sont dotées de formes et de cadres d'organisation et de discussion inédits, dont les bilans nécessiteront des discussions à part entière. Ainsi le regroupement des Stylos rouges, initié sur FB comme expression de défiance vis-à-vis des structures syndicales et des modes traditionnels de mobilisation (en particulier de la grève), et à la recherche de formes de contestations radicales sous l'effet des Gilets jaunes, a touché des nouveaux collègues dont un certain nombre ont rejoint les cadres d'auto-organisation.

Du fait du caractère global des attaques, des AG ont réuni, ce qui est peu courant, 1<sup>er</sup> et 2<sup>nd</sup> degré et parents d'élèves, au plus près des quartiers avec des tentatives



PHOTO THÈQUE ROUGE/MARTIN NODA

de coordination au niveau de villes, voire de régions, et nationalement «La Chaîne des Bahuts». Malgré des tentatives locales, ces mobilisations n'ont pas réussi à entrer dans un mouvement de grève continue et de blocage effectif et durable. Mais l'impact dans les consciences a tout

de même créé les conditions imposant à une intersyndicale regroupant les organisations de la FSU, de la CGT Éducation, de SUD, du SNALC et de la CGC dans le 2<sup>nd</sup> degré public et privé, général, professionnel et agricole, de signer avec La Chaîne des Bahuts, la CNT et les Stylos rouges un appel à la grève de tous les examens (du BEP au DNB des collèges en passant évidemment par le bac).

Cet appel a le mérite d'exister mais les modalités restent à construire : cela commencera avec la grève des corrections du BEP les 11 et 12 juin prochains, puis un appel à la grève des surveillances le 1<sup>er</sup> jour du bac général et français le 17 juin. De la réussite de ces dates dépendra l'impact d'une forme de mobilisation totalement inédite.

Cathy Billard



## Les comités en action!

**FIN DU MONDE  
FIN DU MOIS**

**MÊME SYSTÈME, MÊME COMBAT  
SORTONS DU CAPITALISME !**

**RÉUNION PUBLIQUE-DÉBAT  
JEUDI 13 JUIN - 20H**

**GRENOBLE** MAISON DES HABITANTS CENTRE VILLE  
2 RUE DU VIEUX TEMPLE, TRAM B NOTRE DAME-MUSÉE

AVEC **GAËL QUIRANTE**  
MEMBRE DE LA DIRECTION DU NPA  
POSTIER EN GRÈVE DEPUIS UN AN

**DOMINIQUE MALVAUD**  
COMMISSION NATIONALE ÉCOLOGIE DU NPA

« Contre Macron et l'extrême droite, pour nos luttes, ce n'est qu'un début, continuons le débat »

Réunion publique – débat du NPA  
**MERCREDI 19 JUIN À 19H**  
à la Bellevilloise  
(19-21, rue Boyer, Paris 20<sup>e</sup>)

Avec Olivier Besancenot et des militantEs et représentantEs d'organisations du mouvement social, politique, et des mobilisations

## l'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

**10€ = 3 MOIS D'HEBDO**  
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**S'abonner par chèque**, cochez la formule d'abonnement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo <input type="checkbox"/>	6 mois <input type="checkbox"/> 28 €	1 an <input type="checkbox"/> 56 €	Jeunes/chômeurs/précaires <input type="checkbox"/>
Mensuel <input type="checkbox"/>	6 mois <input type="checkbox"/> 22 €	1 an <input type="checkbox"/> 44 €	6 mois <input type="checkbox"/> 20 €
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/>	6 mois <input type="checkbox"/> 50 €	1 an <input type="checkbox"/> 100 €	1 an <input type="checkbox"/> 40 €
Promotion d'essai <input type="checkbox"/>	Hebdo + 1 Mensuel offert <input type="checkbox"/>		6 mois <input type="checkbox"/> 38 €
			1 an <input type="checkbox"/> 76 €
			3 mois <input type="checkbox"/> 10 €

ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

**S'abonner par prélèvement automatique**, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo <input type="checkbox"/>	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/>	Hebdo <input type="checkbox"/>	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Mail : .....

Désignation du compte à débiter  
IBAN : .....  
BIC : .....

Mandat de prélèvement SEPA

En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR4322564756

Date : ..... Signature obligatoire

[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

Dernière rencontre nationale de sa direction avant le mois de septembre, il se tenait au lendemain des élections européennes marquées par la confirmation de scores importants de l'extrême droite, dans un contexte pourtant dominé par des mobilisations sociales : lutte des Gilets jaunes qui décline mais sans être terminée, luttes d'hospitalierEs, postierEs et enseignantEs, nombreuses mais éparpillées et où les directions syndicales continuent d'étirer dans le temps les journées de grève, sectorielles, sans offrir de plan ni de perspectives de lutte d'ensemble.

### Gilets jaunes, européennes, extrême droite

La discussion a porté sur l'appréciation de cette situation comme sur nos orientations de révolutionnaires pour y faire face. L'extrême gauche ne pouvait s'abstenir de son propre bilan : malgré la situation d'urgence, le NPA et Lutte ouvrière n'ont pu se présenter ensemble aux élections. Cela n'aurait probablement pas renversé les résultats mais aurait incontestablement donné plus de poids à une voix anticapitaliste et révolutionnaire. Mais plus fondamentalement, là où les divergences se sont exprimées y compris par un vote, c'est sur les perspectives.

Les camarades de la plateforme U proposent « à l'ensemble de la gauche sociale et politique une coordination permanente de la gauche qui veut lutter », « une nouvelle

## Conseil politique national

# Des débats à poursuivre

Les 1<sup>er</sup> et 2 juin derniers, s'est tenu le Conseil politique national (CPN) du NPA.



PHOTO THÈQUE ROUGE / FRANCK HOULGATTE

représentation politique du monde du travail » avec comme enjeu « de faire vivre un cadre de front unique dans la durée », de construire « une nouvelle représentation politique pour touTEs les exploitéEs ».

Même si cette orientation était présentée comme l'objet d'une discussion, appuyée sur des textes qui n'étaient pas soumis au vote parce qu'encore objets de discussions à poursuivre, un ensemble majoritaire de camarades présents a tenu à s'y opposer, pour en formuler une autre, sous forme de motion – adoptée – qui dit : « L'heure est à la présence en tant que tels des révolutionnaires [...].

Il s'agit d'encourager les travailleurs engagés avec nous dans des luttes, les Gilets jaunes, les salariés du secteur privé ou des services publics menacés dans leur emploi comme les jeunes engagés dans la lutte pour le climat, à poursuivre leurs mobilisations, à se donner les moyens de contrôler leurs luttes et de les faire converger – pour qu'elles gagnent. [...] En aucune façon, nous ne devons tenter de ressusciter feu l'union de la gauche, ou toute autre combinaison de gauche même dite "radicale", définitivement disqualifiée par les politiques d'austérité que ses composantes ont menées dans des gouvernements, ensemble ou

séparément, contre les classes populaires. [...] La lutte contre l'extrême droite passe inmanquablement par des mobilisations et des victoires sur un terrain de classe ». De plus, « la situation nécessite [...] l'affirmation politique des révolutionnaires [...]. Il n'est donc pas question, à l'occasion de la prochaine échéance des municipales de 2020 [...], que le NPA disparaisse de la scène ou qu'il soit dilué dans des listes d'union de la gauche radicale. Le programme défendu dans les luttes, de revendications économiques mais aussi politiques, de démocratie ouvrière, devra être porté et entendu à l'échelle nationale. » Une discussion loin d'être terminée...

Dans le cadre d'un point long de présentation et de discussion, à la lumière des dernières échéances électorales, nous avons discuté de la situation des extrêmes droites en Europe. Retour et analyses sur le Rassemblement national bien sûr, mais aussi sur ces forces politiques en Italie, en Hongrie ou dans l'État espagnol. En comprendre les histoires et les dynamiques pour mieux les combattre.

Par ailleurs, le CPN a discuté de la prochaine université d'été du NPA. Lieu de rencontres et discussions qui, dans ce contexte à la fois difficile pour les révolutionnaires mais loin de leur être défavorable, promettent d'être riches et vives.

## Internationalisme

# Rencontres internationales de jeunes

Cet été, du 21 au 27 juillet, auront lieu les Rencontres internationales de jeunes (RIJ) dans l'État espagnol, organisées par la IV<sup>e</sup> Internationale, structure dans laquelle le NPA est observateur.

Organisées chaque année dans un pays d'Europe différent, les RIJ rassemblent plusieurs centaines de jeunes, militantEs ou non, intéresséEs par l'anticapitalisme, l'écologie, la lutte contre les oppressions... Leur principe ? Se retrouver dans un camp autogéré pendant une semaine pour se rencontrer, discuter et se former sur les sujets nécessaires pour changer la société, renverser le capitalisme.

### Formations, ateliers, débats...

Économie, écosocialisme, féminisme, luttes LGBT, antiracisme... Des formations, des ateliers et des débats permettent d'approfondir des questions théoriques, de mieux comprendre leur fonctionnement et d'échanger des expériences. Ainsi ce sera l'occasion d'apprendre comment se mène la lutte contre le système en Algérie et celle pour les droits des femmes en Espagne, d'avoir des nouvelles des luttes aux États-Unis et des mobilisations en Asie... Parler avec des camarades du monde entier permet aussi de voir les choses d'un œil différent, comme par exemple d'aborder l'écosocialisme du point de vue de militantEs des Philippines.

Pour touTEs, militantEs ou pas, c'est aussi l'occasion de faire le point sur la situation dans son pays et des luttes à construire. Nul doute qu'après la mobilisation des Gilets jaunes en France, les échanges sur



les leçons de ces derniers mois et les perspectives politiques qui en

découlent prendront une place toute particulière!

### Un camp pas comme les autres

Parce que nous voulons une société débarrassée des oppressions et du capitalisme, nous essayons de mettre en pratique nos principes dans le camp. La nourriture, le nettoyage, la tenue du bar sont effectués collectivement. Un effort particulier est fait pour combattre les préjugés et normes qui régissent dans la société actuelle (sexisme, racisme, homophobie). Des espaces femmes et LGBTI (et une discothèque) sont mis en place dans le camp pour combattre ces oppressions. Enfin, une monnaie interne est créée pour niveler les différences de richesse entre pays. Enfin les RIJ sont surtout une expérience militante et humaine qui permet de tisser des liens par-delà les frontières pour mieux se connaître et changer le monde. C'est bien ce genre de société que nous voulons créer!

### Infos pratiques

Le camp est ouvert à toutes et tous, donc ne pas hésiter à venir! Une participation est nécessaire pour les frais d'organisation, de nourriture, de traduction... Ne pas oublier non plus d'apporter une tente! Pour le trajet, des transports collectifs seront mis en place à partir de différentes villes. Prendre contact avec le NPA localement...

Prix : camp et repas : 120 euros. Il faut aussi prévoir le transport. Prévoir une tente, un sac de couchage et nécessaire de camping.

Plus d'infos et inscription:

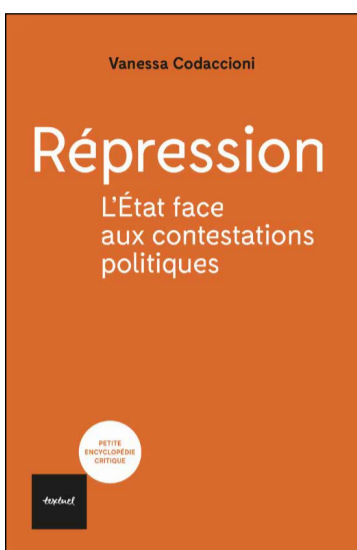
[rj@fourth.international](mailto:rj@fourth.international)

Facebook: Rencontres internationales de jeunes

Site internet: [fourth.international/fr/camp](http://fourth.international/fr/camp)



Essai



# L'État face aux contestations politiques, de Vanessa Codaccioni

Éditions Textuel, 90 pages, 12,90 euros.

## Dépolitisation de la contestation

Elle indique également un changement relativement récent. Jusque dans les années 1960, on traitait les « ennemis politiques » de façon politique, en les traduisant, pour s'en débarrasser, devant des tribunaux d'exception aux mains du pouvoir. Depuis les mesures de 1981-1982, le rôle de ces tribunaux d'exception à finalité politique a été réduit. Le pouvoir passe par d'autres voies, principalement par la dépolitisation. Les dominants utilisent tous les moyens pour faire penser que les actions de contestation n'ont pas ou que très peu de contenu politique. Ils réduisent ainsi les révoltes au statut de « violence urbaine » ou de « casse » réalisées par des « émeutiers » ou des « casseurs » imbéciles qui ne feraient que « casser pour casser ». Un syndicat, une association ou un groupe de protestataires devient une « association de malfaiteurs », une « bande organisée » qui commettent des « délits en réunion »... Des modalités autrefois banales d'actions syndicales sont maintenant appréhendées exclusivement sur leur forme comme des délits : pseudo-séquestrations de patrons, barrages, et évidemment manifestations « non autorisées » qu'il est facile de multiplier... en ne les autorisant pas. On voit même des internements psychiatriques au motif des prétendus « troubles mentaux » de militantEs présentés comme des « agitéEs ».

## « Répression préventive »

Vanessa Codaccioni examine aussi les mesures récentes de « répression

préventive » par assimilation de contestations politiques à du « terrorisme », grâce aux mesures d'« état d'urgence » désormais en grande partie intégrées dans le droit commun, bien qu'illégitimes et illégales au regard des textes internationaux de protection des libertés fondamentales. On accuse les gens à l'avance de projets délictueux, comme des militantEs écologistes avant la COP 21 à Paris en 2015, et même de projets inventés de toutes pièces par les services de l'État, comme pour l'affaire de Tarnac. On les assigne à résidence, on les interdit de manifestation ou de séjour dans leur ville, on les place en détention préventive et/ou sous contrôle judiciaire, etc. Ce dispositif de répression est complété par le développement exponentiel d'une justice expéditive, sans instruction ni défense réelle, appelée « comparution immédiate », dont les condamnations sont statistiquement beaucoup plus nombreuses et beaucoup plus lourdes qu'en procédure normale.

## Un combat pour protéger le droit de combattre

L'ouvrage se termine sur une réflexion pour mener un combat antirépression. L'auteure plaide pour une réforme profonde du Code pénal, qu'elle déclare aussitôt impossible pour l'instant. Elle soutient par conséquent un axe majeur, qui consiste à faire connaître et reconnaître le caractère politique d'une action, caractère nié par les acteurs de la répression. Le problème central est celui de la grille de lecture des actions. La notion de « lanceur d'alerte » et la protection

qu'elle procure pourrait être creusée et élargie. En attendant, Vanessa Codaccioni montre qu'il arrive qu'on parvienne à faire reconnaître le caractère politique d'une action par la justice (arrêt en 2017 de la Cour de cassation en faveur d'un militant toulousain du NPA contre le barrage de Sivens). Quand le gouvernement parle d'« insurrection » à propos des Gilets jaunes, il admet presque explicitement le caractère politique du mouvement. C'est un combat pour faire reconnaître la légitimité d'autres combats, parce qu'ils sont politiques, qui est à mener. Un combat pour protéger le droit de combattre, de plus en plus mis à mal par les dérives autoritaires actuelles en France.

Philippe Blanchet

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44

Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com

contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h - 20 h,

mardi au samedi :

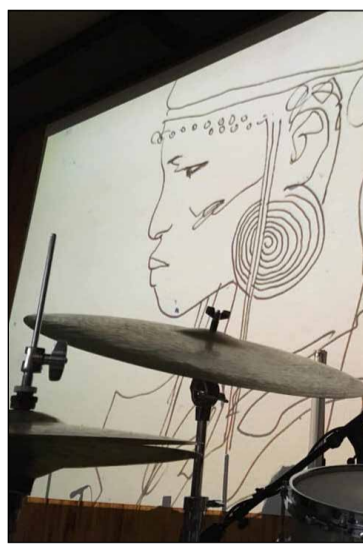
12 h - 20 h

Dessin et musique

# Concert dessiné, par Blast x Benjamin Flao

Création coproduite par le Collectif Pince-Oreilles et le Périscope de Lyon.

C'est une rencontre qui coule de source. Le trio de jazz électrique Blast revendique l'influence de la bande dessinée, au point d'avoir tiré son nom de l'album culte de Manu Larcenet et de rendre régulièrement hommage en musique à Pascal Brutal, le héros improbable de Riad Sattouf. De plus, les nombreuses voix off émaillant ses disques montrent son goût pour les récits, s'il était besoin de guider l'auditeurE plus loin dans des paysages instrumentaux déjà évocateurs. De son côté, Benjamin Flao, flèche montante de la BD hexagonale, a également réalisé de nombreuses pochettes de disques et affirme une approche musicale dans son geste créatif.



les plus construites pour s'inspirer librement des dessins en construction qu'il découvre en même temps que nous. Pendant le titre *Forbidden planet*, on se dit que les performances de Pink Floyd et de Soft Machine à Londres en 1967, accompagnés d'un light show psychédélique, devaient ressembler à ça. Flao joue avec les couleurs mais aussi avec les textures, faisant se mouvoir en rythme des nébuleuses cosmiques... à moins que ce ne soit une bataille de molécules... Mais ne citer que ce moment du spectacle serait insuffisant et passerait injustement sous silence l'exceptionnelle maîtrise du dessinateur. Par une étonnante économie de mouvements, il déroule devant nos yeux des scènes déroutantes et fortes, des paysages désertiques que l'on imagine post-apocalyptiques. Sont mis en scène des animaux inconnus ou des tribus anthropomorphes, dans des histoires dévoilées par étapes, improvisées mais non

dénuées de coups de théâtre et d'humour. En matière de maîtrise, Blast n'est pas en reste. Si le dispositif semble aussi relativement épuré (clavier, clarinette, batterie), la palette sonore paraît infinie, chacunE poussant son instrument à ses limites, autant dans les tessitures que dans les styles de jeu et les traitements électroniques, mais préservant toujours la musicalité. Formidables musicienEs au nombre de projets parallèles, celui-ci se distingue des autres en étant celui qui s'avance le plus loin du jazz vers le rock et l'électro, tout autant poétique qu'énergique, à la fois sensible et exaltant. Et, si autant d'improvisation retient un peu ces interprètes de nous montrer ici toute l'étendue de leur talent de composition, nous ne manquerons pas de nous procurer leurs disques<sup>1</sup>, histoire de ne pas oublier que Benjamin Flao et Blast peuvent aussi se déguster séparément.

Benjamin Croizy

1 - <https://collectifpinceoreilles.com>

## Collaboration pluridisciplinaire réussie

Le concert dessiné qui les réunit est un exemple de collaboration pluridisciplinaire réussie, n'étant pas seulement - c'était le piège - une juxtaposition de deux discours

parallèles. Ils ne sont pas placés de part et d'autre de l'écran comme habituellement lorsque des musicienEs sont en présence d'images projetées. Ici le groupe y fait face, assumant de tourner le dos au public et de délaisser à cette occasion ses compositions

Exposition

# Félix Fénéon, les arts lointains

Musée du Quai Branly (Paris 7<sup>e</sup>), du 28 mai au 29 septembre 2019 ; ouvert de 11 h à 19 h (21 h le jeudi, vendredi et samedi) ; fermeture le lundi.



Le musée du Quai Branly présente actuellement le premier volet d'une exposition sur Félix Fénéon (1861-1944), singulier collectionneur d'art à la rencontre de deux siècles (19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup>), critique d'art, découvreur d'artistes, galeriste mais aussi journaliste, critique littéraire, éditeur et militant anarchiste.

## Collectionner et militer

C'est avant tout la position d'un homme dans son époque que reflètent les œuvres d'art rassemblées ici. La collection de Félix Fénéon - de Degas à Max Ernst en passant par les arts africains - dénote ses idées libérales, très ouvertes au monde. Figure visionnaire pour ses contemporains, tels Jean Paulhan et Guillaume Apollinaire, qui témoignent de la finesse de sa plume, Félix Fénéon est un employé bien noté du ministère de la Guerre rédigeant, toutefois, pléthore de textes pour des revues anarchistes. C'est en 1894, dans un contexte de militantisme anarchiste fort et violent, qu'il sera suspecté d'avoir participé à un attentat, arrêté, jugé, puis acquitté grâce à sa personnalité et son sens de la répartition lors du procès. Collectionneur sans fortune, Fénéon découvre des artistes néo-impressionnistes comme Seurat, Signac et Pissaro. Introduisant les arts africains, il sert un nouveau modèle esthétique mettant en parallèle l'art moderne et les arts lointains, l'art et la littérature. Anticolonialiste, sa vision de l'histoire de l'art sort des positions géographiques et témoigne d'un engagement sur les questions d'immigration. Auteur du texte « Seront-ils admis au Louvre ? Enquête sur les arts lointains » publié en 1920 dans le *Bulletin de la vie artistique*, Félix Fénéon œuvre pour leur reconnaissance. Estimant sa collection comme son vrai portrait, il la disperse à la fin de sa vie pour ne plus exister, effacer toute trace, et aussi par méfiance vis-à-vis des institutions, préférant que ses œuvres évoluent dans un milieu vivant.

## Une collection éclectique

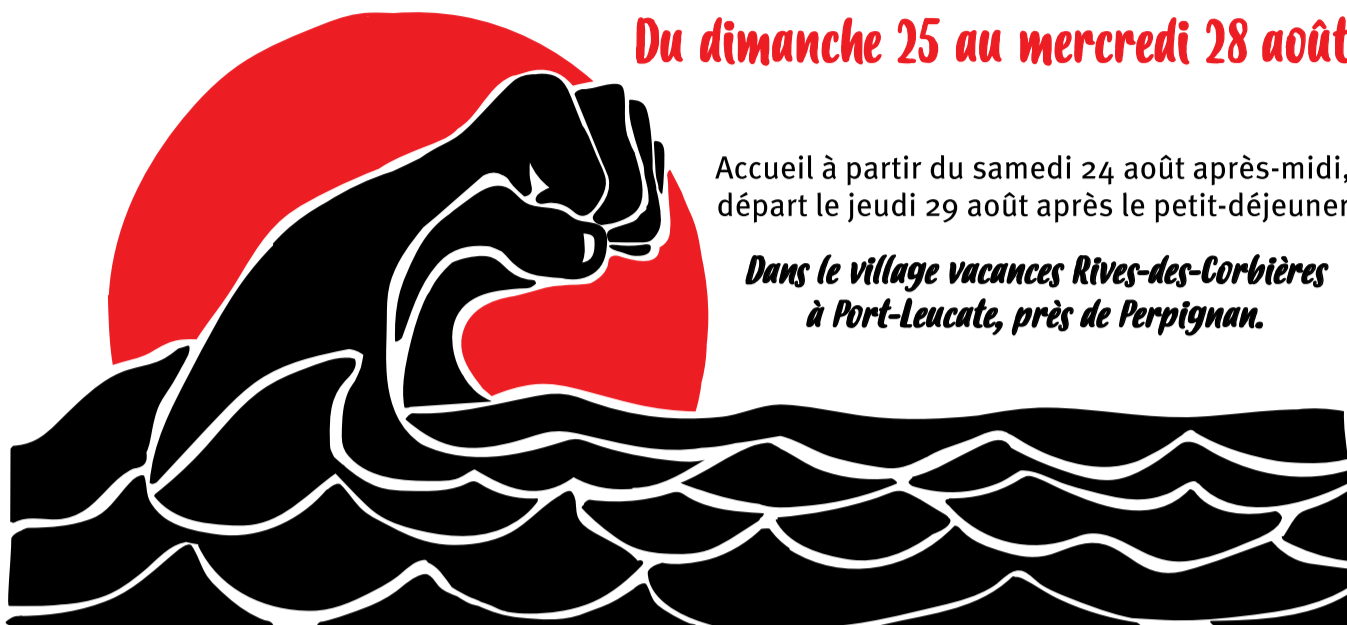
La présence de multiples statuaire, masques, objets africains - série d'impressionnants *étriers de poule sculptés* (Congo), *masque-heaume Janus* (Congo), statue *Fang Mabéa* (Cameroun) - est ponctuée de tableaux de Bonnard, Lucie Cousturier, Seurat - ses magnifiques *Poseuses* -, Max Ernst... Si cette exposition se penche davantage sur la deuxième partie de la vie de Fénéon et sa collection des arts lointains, l'impatience nous tient de découvrir le deuxième volet, *Félix Fénéon, les temps nouveaux de Seurat à Matisse*, plus axé sur sa position d'avant-garde et ses dimensions politiques, qui se tiendra au musée de l'Orangerie du 16 octobre 2019 au 27 janvier 2020, avant de s'envoler outre-Atlantique pour s'exposer au MoMA de New York.

Julie Dudragne



# 11<sup>e</sup> UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU NPA

Du dimanche 25 au mercredi 28 août



Accueil à partir du samedi 24 août après-midi, départ le jeudi 29 août après le petit-déjeuner

Dans le village vacances Rives-des-Corbières à Port-Leucate, près de Perpignan.

## « GRÈVES, MANIFS, BLOCAGES, MACRON DÉGAGE ! »

Certes, il n'avait pas fallu bien longtemps pour que le pouvoir macroniste révèle sa véritable nature. Le « ni de gauche ni de droite » avait bien vite disparu, laissant la place à une politique antisociale et autoritaire au service des plus riches. Mais il a fallu attendre l'irruption du mouvement des Gilets jaunes en novembre dernier pour voir apparaître sur les ronds-points, dans les rues, une opposition populaire et radicale aux « premiers de cordée ». Cette opposition a mis en lumière l'ampleur de la crise sociale qui touche en premier les catégories populaires, mais aussi l'existence de colères profondes contre ces injustices sociales... ainsi que la morgue et la répression – inédites – dont peut faire preuve un pouvoir aux abois. Dans ce contexte, d'autres mobilisations se sont fait jour, pour défendre les services publics dans la santé et l'éducation, pour la justice climatique, contre les violences faites aux femmes et pour l'égalité des droits... Pour autant, rien n'est réglé. Notre camp social ne remporte pas de victoires, et l'extrême droite, nationaliste et raciste, entend prospérer sur la base des reculs sociaux et de la démoralisation. Il y a urgence à reconstruire une alternative, une représentation politique pour les exploités, à porter un projet d'émancipation, révolutionnaire. Avec ce retour au premier plan de la question sociale et avec des perspectives politiques à tracer de façon urgente, cette onzième édition de l'université d'été du NPA arrive donc à point nommé fin août pour aussi préparer une rentrée encore chaude des braises de la colère de ces derniers mois. Meeting de rentrée du NPA, rencontres internationales, invitéEs venus d'horizons divers, éclairages historiques et anniversaires, formations et débats

d'actualité... Notre université d'été reste un lieu d'échanges pour les sympathisantEs et militantEs du NPA, mais aussi un espace de rencontres avec des militantEs du mouvement social ou d'autres courants politiques de la gauche radicale (d'ici et d'ailleurs...), ainsi qu'avec des intellectuelEs et des spécialistes. Le tout bien évidemment dans une ambiance conviviale et ensoleillée, sous la tonnelle, au bord de la piscine ou à la plage...

## MODE D'EMPLOI

Tous les jours, le matin de 9 h à 12 h et l'après-midi de 14 h à 17 h, plusieurs cycles et ateliers se déroulent simultanément. Faites votre choix ! Le créneau 17 h – 19 h est plus léger pour permettre les balades, les derniers bains de mer de l'été ou discuter tranquillement sur la terrasse... Dans la soirée, on se détend : projections, concert, bar, et même quelques rencontres supplémentaires autour de nos invitéEs. Nous sommes en pension complète, c'est-à-dire logéEs en bungalow et nourris en restauration collective. Les enfants sont pris en charge en journée des animateurs et animatrices, ce qui permet aussi d'en faire un vrai moment de vacances pour soi et sa famille.

## Y ALLER ?

**EN VOITURE :** Autoroute A 9, sortie Leucate, puis voie express littorale OU RN 9, échangeur D 627, puis voie express.

**EN TRAIN :** Gare de Leucate la Franqui. Navettes de bus municipaux (ligne 15) entre la gare et le village club Rives-des-Corbières

Pour plus de précisions, consultez la rubrique sur le site du NPA :

**NPA2009.ORG**

ou écrivez-nous : [universite.ete@npa2009.org](mailto:universite.ete@npa2009.org)

## TARIFS PAR PERSONNE

Revenu net mensuel	Tarifs
inférieur à 800 €	124 €
entre 800 € et 1000 €	144 €
entre 1000 € et 1220 €	168 €
entre 1220 € et 1320 €	200 €
entre 1320 € et 1420 €	224 €
entre 1420 € et 1720 €	264 €
entre 1720 € et 2020 €	300 €
entre 2020 € et 2520 €	320 €
entre 2520 € et 3000 €	356 €
entre 3000 € et 3500 €	396 €
entre 3500 € et 4000 €	448 €
supérieur à 4000 €	504 €
Enfants	Tarifs
moins de 2 ans	gratuit
jusqu'à 11 ans inclus	112 €
plus de 11 ans	124 €

Ces tarifs comprennent la pension complète durant l'ensemble du séjour, c'est-à-dire le logement et les repas à partir du dîner du samedi 24 août jusqu'au petit-déjeuner du jeudi 29 août inclus.

## MODALITÉS DE PAIEMENT

Le paiement des arrhes (la moitié de la somme due) est obligatoire pour valider l'inscription.

- Carte bancaire (à l'adresse : [www.npa2009.org/UE2019](http://www.npa2009.org/UE2019))
- Chèques (à l'ordre de « NPA Souscription »)
- Chèques-vacances (à l'ordre de « Rives des Corbières »)
- Bons CAF et aides diverses (nous consulter avant l'inscription)

Date limite des inscriptions : dimanche 18 août 2019

INSCRIPTION EN LIGNE : [WWW.NPA2009.ORG/UE2019](http://WWW.NPA2009.ORG/UE2019)

## FORMULAIRE D'INSCRIPTION

(À renvoyer avant le dimanche 18 août à : NPA université d'été, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil)



NOM :

PRÉNOM :

ÂGE :

(Attention : les mineurEs venant seuls doivent fournir dès l'inscription une autorisation parentale)

SEXE :

ADRESSE :

CODE POSTAL :

VILLE :

EMAIL : (écrire lisiblement)

Merci de renseigner toutes les demandes pour vous accueillir au mieux. La confirmation d'inscription est envoyée uniquement par mail.

NOMBRE D'ADULTES INSCRITS :

NOMBRE D'ENFANTS INSCRITS :

DATE(S) DE NAISSANCE DES ENFANTS INSCRITS :

Souhaitez vous que vos enfants soient gardés en journée ?

OUI  NON

SOMME TOTALE DUE :

MONTANT DE L'ACOMPTÉ

(la moitié de la somme due) :

Avec qui l'hébergement est-il souhaité ? (attention il ne s'agit que d'un vœu que nous nous efforçons de satisfaire, sans aucune garantie)

Autres indications (mixité possible ou non, couche-tôt, problèmes particuliers...) :

Pour les personnes handicapéEs, précisez si des aménagements particuliers sont nécessaires pour l'hébergement (chambre aménagée, accompagnement, etc.).

## L'image de la semaine

